2,70 € *Première édition.* N° 13427 — JEUDI 5 SEPTEMBRE 2024 — www.liberation.fr

PARAMS 2024

PARIS 2024
Pour les cyclistes français, le biclou du spectacle
ET TOUS NOS ARTICLES SUR LES JEUX, PAGES 8-9

LIVRES
13 avril 1975, l'attaque de bus qui a déclenché la guerre civile libanaise
ET TOUS NOS ARTICLES IDÉES-LIVRES, PAGES 20-25

UKRAINE
«Nous sommes brisés de l'intérieur»
PAGES 6-7

Libération

2027

COCO.

MACRON L'EMPÊTRE DE L'ÉLYSÉE

En annonçant sa candidature à la présidentielle alors qu'aucun Premier ministre n'a encore été nommé, Edouard Philippe fait monter la pression sur le chef de l'Etat, de plus en plus affaibli jusque dans son propre camp. PAGES 2-4

M 00135 - 905 - F: 2,70 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Algérie **1,80 €**, Allemagne **3,20 €**, Andorre **3,20 €**, Belgique **2,70 €**, Canada **5,30 $**, DOM **3,20 €**, Espagne **3,20 €**, Etats-Unis **5,20 $**, Grande-Bretagne **2,90 £**, Grèce **3,20 €**, Italie **3,20 €**, Liban **7800 LBP**, Luxembourg **2,70 €**, Maroc **29 Dh**, Pays-Bas **3,20 €**, Portugal (continental) **3,60 €**, Suisse **3,60 FS**, Suisse alémanique **3,60 FS**, Tunisie **6,70 DT**, Zone CFA **2600 CFA**.

ÉDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Pied de biche

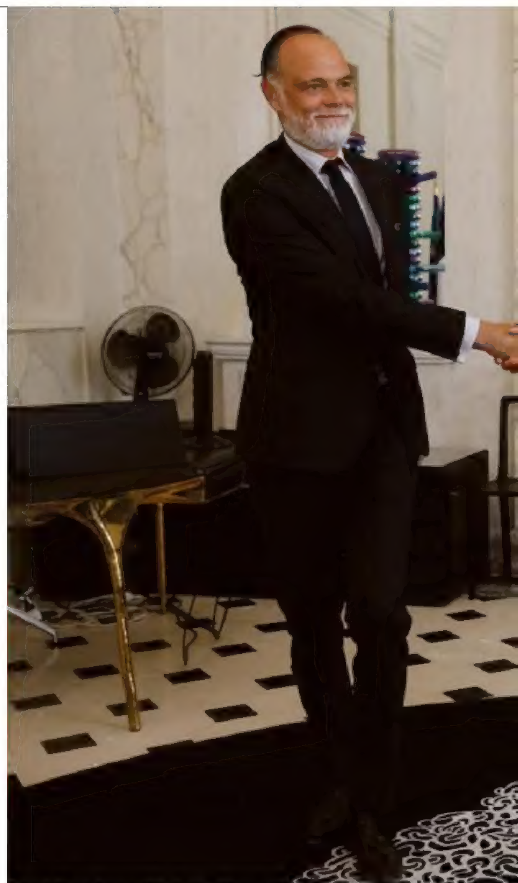
Avec des amis comme ça… Cela fait un moment que l'on avait compris qu'Edouard Philipe ne portait plus Emmanuel Macron dans son cœur. Depuis qu'il a quitté Matignon, le maire du Havre a multiplié les prises de position distanciées à l'égard du chef de l'Etat, jusqu'à juger inepte sa dissolution de l'Assemblée nationale. La surprise est donc relative de voir l'ancien Premier ministre annoncer sa candidature à la prochaine présidentielle, alors qu'Emmanuel Macron s'embourbe un peu plus chaque jour dans sa mare de Premiers ministrables introuvables. Le chef de l'Etat lui-même, pas complètement manchot côté art de la trahison, ne pourra pas non plus jouer les offusqués. Mais tout de même…
Qu'Edouard Philippe, son ancien Premier ministre, et surtout leader d'une des formations (Horizons) qui soutient le Président, annonce sa candidature à la prochaine présidentielle dans ce timing si compliqué pour l'Elysée en dit long sur la fragilité politique d'Emmanuel Macron.
Car Edouard Philippe n'a pas seulement assumé qu'il serait candidat en 2027. Il a assuré être prêt y compris en cas de présidentielle anticipée, c'est-à-dire en cas de démission du Président. Qu'un Jean-Luc Mélenchon pousse ce scénario n'étonne personne. Qu'Edouard Philippe reconnaisse s'y préparer prend une autre signification : l'après Macron est officiellement ouvert, et celui qui a sorti le pied de biche pour ouvrir la porte est à l'intérieur de la maison…
La fin de quinquennat s'annonce donc longue pour un Emmanuel Macron non seulement privé de majorité à l'Assemblée mais désormais à la tête d'une minorité où les couteaux à lame longue sont de sortie. Et à force de maltraiter les institutions, le chef de l'Etat s'est privé des principales armes qu'il avait à sa disposition pour rebondir.
La preuve par l'interminable feuilleton de la nomination du Premier ministre. Rien dans sa gestion de la séquence n'indique que le chef de l'Etat puisse sortir la tête de l'eau. Edouard Philippe l'a compris et a choisi de l'enfoncer un peu plus.

CRISE POLITIQUE

Philippe fonce, Macron s'enfonce

En difficulté pour trouver un nouveau Premier ministre, le Président est fragilisé par l'officialisation de la candidature de son ancien chef de gouvernement. Lequel prend date en cas de présidentielle anticipée.

ANALYSE


Le président du parti Horizons, Edouard Philippe, et le président

Par
JEAN-BAPTISTE DAOULAS et **LAURE EQUY**

Toutes les horloges sont-elles détraquées dans l'ancien camp présidentiel ? Alors que l'un est pressé de s'activer pour choisir un Premier ministre, l'autre, lorgnant une tout autre course, se pique d'accélérer en vue de *«la prochaine présidentielle»*. Après cinquante jours de vacance à Matignon, le chef de l'Etat n'en finit pas de soupeser chaque option. A deux ans et huit mois de la fin du quinquennat (sur le papier), Edouard Philippe officialise sa candidature, ouvrant les hostilités de l'ère post-Macron.
Ce fut, mercredi, encore une journée pleine de vide à l'Elysée. Bernard Cazeneuve ou Xavier Bertrand ? Entre l'ex-Premier ministre de François Hollande et l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, l'un issu du PS, l'autre de LR, reçus successivement lundi, il n'y a pas de profil idéal. *«Ça ne s'est pas très bien passé pour Cazeneuve. Bertrand, lui, n'emmerdera pas le Président : devenir Premier ministre est le rêve de sa vie»*, lâche un interlocuteur de Macron. En début d'après-midi, le microcosme frémissait quand a couru la rumeur d'une nomination, via un communiqué, en fin de journée. Certains spéculaient même sur une passation rue de Varenne, sans savoir si Gabriel Attal transmettrait bien le témoin au président des Hauts-de-France. Au même moment, le Premier ministre démissionnaire se confiait déjà au *Figaro* sur son bilan, listant les projets de loi qu'il laisserait sur le bureau de son successeur.

DÉLIQUESCENCE

Puis, la machine s'est à nouveau grippée. Comme si on découvrait soudain que Xavier Bertrand ne survivrait pas à une motion de censure à l'Assemblée nationale. Le veto du Nouveau Front populaire, qui refuse toute *«prolongation du macronisme»*, est pourtant acquis. Par ailleurs, depuis plusieurs jours, le parti d'extrême droite ne fait pas mystère de son hostilité tenace contre l'adversaire de Marine Le Pen, vainqueur des élections régionales

Macron, après les élections législatives, le 22 juin 2022 à Paris. PHOTO GONZALO FUENTES. AFP

Le maire du Havre dans les pas de Pompidou?

Selon son entourage, l'inspiration d'Edouard Philippe serait à chercher du côté de son lointain prédécesseur à Matignon anticipant la démission de De Gaulle en 1969.

En se lançant officiellement dans la course de petits chevaux à l'Elysée trois ans avant l'échéance, Edouard Philippe aurait pu laisser penser qu'il suivait les pas de son mentor Alain Juppé – qui avait finalement perdu la primaire de la droite en 2016 face à François Fillon. Mais non, selon l'entourage du maire du Havre, l'inspiration de l'ancien Premier ministre serait plutôt à chercher du côté de Georges Pompidou.

Retour dans la préhistoire de la Ve République. En janvier 1969, le général de Gaulle est Président, élu en 1965 pour la première fois au suffrage universel direct, et son mandat court jusqu'en 1972. C'est alors que celui qui est redevenu député du Cantal après avoir quitté Matignon en 1968 se déclare candidat à la magistrature suprême, depuis Rome. Sans attendre la démission du Général, qui surviendra trois mois plus tard. La dépêche AFP de l'époque, republiée par *le Monde* en 1982, est ainsi écrite: *«"Si le général de Gaulle venait à se retirer, je me porterais candidat à sa succession", a déclaré M. Pompidou en réponse à une question. "Pour succéder au Général, il faut que deux conditions soient réunies: que le Général ait quitté la présidence, et être élu. Ce n'est un mystère pour personne, a indiqué l'ancien Premier ministre, que je considère que, s'il y avait une élection, je serais candidat."»*

Comme Edouard Philippe, Georges Pompidou ne se dit pas candidat pour 1972 mais se place bel et bien dans une situation où le chef de l'Etat en poste lâcherait l'affaire et n'irait pas au bout de son mandat. Un pari sur l'avenir réussi pour Georges Pompidou. Edouard Philippe, dont la démarche et le timing ont irrité en macronie, tente donc le même coup que son lointain prédécesseur à Matignon. Pour le même résultat?

SÉBASTIEN TRONCHE

de 2015. Selon les calculs d'un familier de l'Elysée, Bertrand serait renversé par 327 voix. *«Je ne vois pas comment on défend notre refus de Lucie Castets au nom de la stabilité institutionnelle pour nommer Xavier Bertrand, qui tombe sur la base des déclarations de censure»*, admet un conseiller ministériel. Pendant que d'autres pistes surgissent, des LR Michel Barnier et David Lisnard à Jean-Louis Borloo, le Président, lui, congratule, sur le réseau social X, les médaillés paralympiques du jour…

Cette atmosphère de déliquescence au sommet de l'Etat a été cruellement accentuée par l'entretien au *Point* d'Edouard Philippe publié mardi soir. *«Candidat»* à la prochaine présidentielle, le maire du Havre *«confirme»* qu'il le serait également en cas d'élection anticipée. Voilà un tabou brisé dans l'ancienne majorité présidentielle. L'un des principaux alliés du chef de l'Etat se pose ouvertement en recours si Emmanuel Macron était poussé à la démission. *«Clairement on ne la souhaite pas*, précise l'ancienne députée Horizons Cendra Motin. *Le Président prend ses décisions tout seul, on l'a bien compris.»* Les proches du chef de l'Etat s'étranglent. *«Au moment où on a besoin d'un destin collectif, parler d'un destin individuel qui ne se pose pas car l'élection n'est que dans trois ans, ce n'est pas très fair-play»*, rouspète le président des sénateurs Renaissance, François Patriat. Les oppositions qui réclament la démission ou la destitution du Président exultent. *«Ça signifie peut-être qu'Edouard Philippe aussi considère que la seule solution, c'est le départ de M. Macron»*, salive l'allié du RN Eric Ciotti, sur France 2. *«C'est donc une course de petits chevaux qui est en train d'être lancée dans le camp du président de la République»*, se délecte sur BFMTV le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau.

«HORS SUJET»

Comme une petite vengeance, les macronistes qualifient de *«pétard mouillé»* la déclaration de candidature de Philippe. *«Sa sortie était à contretemps et hors sujet, ça a fait flop!»* assène un proche du Président, notant qu'elle a été vite noyée dans le feuilleton du casting de Matignon. *«Ce n'était pas dans son intention de faire le buzz»*, réplique un membre du bureau politique d'Horizons. Ouvrant leur réunion bimensuelle, mardi soir, leur patron les a vaguement prévenus qu'une interview allait sortir incessamment: *«Il y a quelques annonces… même si ça étonnera certains, j'espère qu'elle vous plaira.»* Ses troupes, habituées à ses mystères, ne se sont pas formalisées. *«On a été plus surpris par le timing que par la déclaration, qui était un secret de polichinelle»*, raconte l'un d'eux, tant les ambitions du président d'Horizons, écurie présidentielle revendiquée, ne faisaient aucun doute.

Mais ce sens du tempo laisse, une fois de plus, perplexe: déjà, en juin, Philippe, très fâché par la décision de Macron de dynamiter l'Assemblée nationale le 9 juin, voyait le centre de gravité de la vie politique se déplacer au Palais-Bourbon, sans juger bon de se présenter lui-même aux législatives. Puis, juste après le second tour, son intervention au JT de TF1 est totalement parasitée par les révélations de *Libération* sur un dîner chez son ami, Thierry Solère, ex-conseiller de l'Elysée, avec Marine Le Pen. Pourquoi l'ancien Premier ministre conserve-t-il une telle cote, alors que ses propositions sur l'immigration ou les finances publiques, développées dans des interviews fleuves, impriment si peu, s'interrogent – ou se moquent – les macronistes? Et pourquoi Philippe se positionne-t-il déjà pour 2027, alors que la liste est longue des ambitieux qui, partis trop tôt, ont explosé en vol, comme son mentor Alain Juppé.

«PRESSION TRÈS FORTE»

Sauf si… la prochaine présidentielle devait se jouer avant le terme officiel du quinquennat d'Emmanuel Macron. *«Edouard se prépare à cette hypothèse qui était de l'ordre de l'impossible avant la dissolution»*, confiait mi-juillet, un dirigeant d'Horizons: *«La première dissolution est gratuite mais si une deuxième devait déboucher sur un blocage similaire, il y aurait une pression très forte. Il faut accélérer. Avant, on se disait qu'on avait le temps. Là, on doit parer à toute éventualité.»* Sans le chamboule-tout de la dissolution, *«notre horizon était 2027, désormais, personne ne sait quel sera le scénario*, résume le trésorier du parti, François Goulard. *A un moment où les Français sont légèrement désemparés, avoir un homme expérimenté, respecté, raisonnable et sérieux, c'est rassurant»*.

Philippe et ses troupes appuient là où ça fait mal. *«Ce que je proposerai sera massif»*, promet-il dans *le Point*, soulignant en creux la situation catastrophique des finances publiques, jamais rétablies par Emmanuel Macron. *«"Massif" ça veut dire quoi?*, s'agace François Patriat. *Qu'il va prendre des mesures d'économies et refondre l'administration en deux jours?»* Le couplet du maire du Havre sur *«l'immobilisme»* est tout aussi acide à l'égard du Président: *«On consulte, on conjecture, on s'oublie dans la crise politique.»* Menacé d'impasse politique après sa dissolution ratée, Emmanuel Macron se retrouve ainsi placé en position de fusible par son ancien Premier ministre.

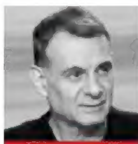
«Edouard Philippe ne veut pas être pris de court par une présidentielle anticipée»

Pour le politologue Bruno Cautrès, la déclaration de candidature de l'ex-Premier ministre est un signe supplémentaire de «la fin de l'aventure Macron» et de sa volonté de ne pas se retrouver «ringardisé».

Pour le politologue et chercheur au Cevipof Bruno Cautrès, la fragilité actuelle d'Emmanuel Macron résulte notamment de son isolement. Selon lui, la situation du chef de l'Etat se rapproche de la fin de mandat de Valéry Giscard d'Estaing.

Comment analysez-vous cette déclaration de candidature d'Edouard Philippe au moment où toute l'attention se porte sur l'absence de nouveau Premier ministre?

J'émets plusieurs hypothèses. Déjà, il faut exclure que l'ancien Premier ministre ait fait cela sans réfléchir… Je pense que, compte tenu de l'extrême incertitude et volatilité politiques que nous connaissons depuis le 9 juin, Edouard Philippe ne veut pas être pris de court par une éventuelle présidentielle anticipée. Et là-dessus, il faut être très prudent. Les mêmes personnes qui vous disent que *«non jamais»* le Président ne démissionnera sont les mêmes qui ne cessent d'y penser. Nous sommes dans une telle impasse politique depuis les résultats des législatives anticipées qu'il est fort possible qu'Edouard Philippe ait voulu prendre date avant qu'il ne soit trop tard. Autre hypothèse possible: si c'est Xavier Bertrand qui entre à Matignon, il peut faire monter une équipe avec de nouveaux visages. L'ancien chef du gouvernement pourrait sentir le danger arriver de se retrouver ringardiser. Dernier avantage à un tel timing: être le premier à planter le drapeau de la droite sur la carte politique pour envoyer un signal à une partie de l'électorat très inquiète des déficits et des hausses d'impôts qui pourraient arriver.


DR
INTERVIEW

Et comment observez-vous la situation politique actuelle? Deux mois sans gouvernement, aucun compromis entre partis politiques…

J'y vois la fin de l'aventure Macron qui aura finalement duré à peine sept ans. Le président de la République ne peut plus se présenter. Il est dans une impasse, il n'a plus d'aura européenne, il donne le sentiment de ne plus être entendu…

Et pourtant, il continue de se vouloir au centre du jeu politique…

Car il reste convaincu de l'importance du rôle présidentiel, cette fonction éminente de la Ve République. Et si l'on regarde dans le détail ses positions écrites de ces dernières semaines, il explique clairement qu'il souhaite que les partis politiques jouent le jeu du parlementarisme, mais d'une autre manière que cela s'est déroulé. Il leur demande de construire ensemble un projet autour de cinq ou six têtes de chapitre et qu'ils fassent œuvre de compromis. Donc il ne refuse pas le parlementarisme. Le chef de l'Etat ne se bunkérise pas. Il a un désaccord fondamental avec le Nouveau Front populaire sur la lecture du résultat des élections législatives.

Y voyez-vous un précédent dans l'histoire de France?

En termes de popularité, nous avons vu pire. François Hollande et Nicolas Sarkozy étaient en dessous des 20% de popularité. Emmanuel Macron n'est pas à ce niveau. Il reste encore un peu au-dessus de 25% d'opinions favorables. Mais un tel affaiblissement – par rapport à ce qu'il a représenté lors de son son arrivée au pouvoir – le rapproche de Nicolas Sarkozy. En 2007, ce dernier donnait le sentiment que rien ne lui résistait. En 2017, c'est la même chose pour le chef de l'Etat dont la fin de règne se rapproche de celle d'un Valéry Giscard d'Estaing laissant son siège vide à la fin. Emmanuel Macron semble aussi beaucoup plus isolé que ne l'étaient ses prédécesseurs. Nicolas Sarkozy et François Hollande étaient issus d'un parti qui les précédait. Lui a construit une formation dont il était l'alpha et l'oméga. Or Renaissance est totalement inexistant dans cette crise.

Est-ce l'échec du «nouveau monde» et la «revanche de l'ancien»?

Si c'est Bernard Cazeneuve qui finit à Matignon, c'est certain qu'on y verra un retour, oui, une revanche, peut-être, de l'ancien monde. Avec Xavier Bertrand c'est autre chose car il a construit son image sur sa région, son statut d'élu local. Pour autant, je reste prudent sur la «fin du macronisme». Il y aura un legs macroniste comme il y a eu un legs giscardien. On se souviendra de quelqu'un qui, un temps donné, a réussi à dépasser le clivage gauche-droite.

Vous ne voyez donc pas le macronisme comme une parenthèse…

Non. La situation me rappelle vraiment celle de Giscard: un président élu très jeune, avec une approche nouvelle de faire de la politique, qui use de communication, tient de fortes positions européennes… Dans un pessimisme plein de défiance, ce pays a quand même élu deux fois Emmanuel Macron contre Marine Le Pen. Il restera du macronisme beaucoup d'éléments dans la mémoire de plus long terme du pays.

Recueilli par **LILIAN ALEMAGNA**

Macron essuie les veto des partis à la chaîne

Les options Xavier Bertrand, Bernard Cazeneuve continuent de réunir contre eux, sur le papier, une majorité de députés. Ce qui complique la recherche du «mouton à cinq pattes» pour Matignon.

Motion de censure. Trois mots qui n'en finissent plus de filer le tournis à Emmanuel Macron… Cinquante-sept jours après le second tour des législatives anticipées, sept semaines après la démission de Gabriel Attal, et bientôt deux après le lancement des consultations des forces politiques à l'Elysée, le chef de l'Etat cale toujours dans la nomination de son Premier ministre. *«Il ne peut pas se permettre que le gouvernement soit censuré dans trois ou six mois*, commente un leader de la droite. *Il a intérêt à faire le truc le plus solide possible.»*


Emmanuel Macron à Belgrade (Serbie), le 30 août. PHOTO DJORDJE KOJADINOVIC. REUTERS

«Jeanne d'Arc». Comment éviter, dans une Assemblée balkanisée, que le futur gouvernement ne coalise contre lui une majorité de 289 députés voulant sa chute? Aucun des trois blocs du jeu parlementaire n'ayant de majorité, aucune coalition entre les partis ne s'étant dégagée depuis les législatives, le Président s'est lancé dans une quête infinie d'un chef de gouvernement aux airs de *«mouton à cinq pattes»*, dixit les macronistes. Une quadrature du cercle rendue encore un brin plus complexe par les veto des différents partis aux noms en lice…

Dans ce *money time* élyséen, les noms de Xavier Bertrand et de Bernard Cazeneuve circulaient encore mercredi. Des pistes sérieuses, notamment celle du président de la région Hauts-de-France? *«On a tellement d'échos, que j'ai l'impression d'être Jeanne d'Arc»*, se marre un conseiller LR. Signe qu'il ne s'agit pas de pures spéculations de leurs entourages respectifs, le patron LR des Hauts-de-France et l'ancien Premier ministre de François Hollande ont été testés par Macron, lundi à l'Elysée, sur leur capacité à enjamber une censure. A droite, l'option Bertrand semblait acceptée, comme l'ont indiqué Laurent Wauquiez, Gérard Larcher et Bruno Retailleau à Macron mardi matin. Ouverts à l'idée de voir l'un des leurs à Matignon, les ténors LR avaient réclamé des *«garanties»*, notamment l'assurance que le futur gouvernement ne serait pas immédiatement censuré. Le Président les avait rassurés sur ce second point, selon l'entourage de Wauquiez. Du bluff? Car, dans le même temps, le RN a endossé le costume d'arbitre. Le parti d'extrême droite, fort de 126 députés au Palais-Bourbon, a promis à un hypothétique gouvernement Bertrand une censure immédiate. *«Il est outrancier et insultant à l'égard du RN»*, défend-on dans l'entourage de Marine Le Pen. La sentence est la même du côté du Nouveau Front populaire. Les insoumis affirment qu'ils censureront tout autre Premier ministre que Lucie Castets, la candidate du NFP pour le poste. Les socialistes promettent le même sort à Bertrand…

Le schmilblick n'est pas plus avancé concernant Bernard Cazeneuve, contre lequel Marine Le Pen ne laisserait aucune chance. Même écho chez LFI. Les socialistes eux-mêmes se divisent sur le nom de l'ancien chef de gouvernement socialiste. Sur TF1 mercredi, Olivier Faure estimait que ce serait *«une forme d'anomalie»* de choisir Cazeneuve, *«le seul homme de gauche qui s'est battu contre le Front populaire»*. Critique de la ligne politique portée par Jean-Luc Mélenchon, l'ex-ministre de l'Intérieur a quitté le PS en 2022, dans la foulée de l'accord conclut par son camp pour les législatives. Lors d'un bureau national mardi, le PS a écarté l'idée d'un soutien sans conditions à un gouvernement Cazeneuve, se refusant dans le même temps de s'engager à ne pas le censurer.

«Anomalie». En début de semaine, le nom de Thierry Beaudet, le président du Conseil économique, social et environnemental, n'avait pas suscité un meilleur accueil… *«C'est un homme de qualité, mais il n'a aucune expérience, n'a jamais gouverné»*, a critiqué la présidente PS d'Occitanie, Carole Delga. *«Ça donnait le sentiment que Macron cherche à garder le pouvoir*, commente un leader de la droite. *Un Premier ministre marionnette.»* Dans cette recherche du Graal, un autre nom revenait mercredi, celui du maire LR de Cannes… Censurable, vu sa ligne très libérale, pour la gauche, l'édile pourrait bénéficier de la bienveillance… de l'extrême droite.

VICTOR BOITEAU

ÉDITOS/

Macron dans un cul-de-sac, la France dans l'impasse, le RN en embuscade

Par
JONATHAN BOUCHET-PETERSEN
Chroniqueur politique

Le dénouement du casting pour Matignon n'a, par principe, jamais été aussi proche. Et on peut déjà dire que l'engouement sera nul. Ce qui ressort du feuilleton ahurissant ouvert par la dissolution décidée après les européennes par Emmanuel Macron, c'est un profond ressentiment, une forme de sidération jusque parmi ses soutiens à l'égard de l'attitude du chef de l'Etat et une fatigue démocratique qui n'est pas nouvelle mais qui s'est largement aggravée dans la séquence. Autant de choses dont le pays n'avait pas besoin. Pour une majorité d'électeurs français, qu'ils aient voté au premier tour des législatives pour le Rassemblement national ou pour le Nouveau Front populaire, le chef de l'Etat se livre sans complexe à ce qui s'apparente à un contournement du résultat des urnes. Dans cette façon de s'asseoir, parce qu'elle lui déplaît, sur l'expression démocratique du plus grand nombre, il y a quelque chose qui rappelle l'attitude du pouvoir après le non au référendum européen de 2005.

Certes, le résultat des législatives n'a pas donné de majorité claire à l'Assemblée nationale, où trois blocs cohabitent de fait. Certes, les différentes forces politiques, étrangères à la culture du compromis, ne font pas beaucoup d'efforts – c'est peu de le dire – pour débloquer une situation politique qui n'a jamais été aussi complexe. Mais quand Emmanuel Macron se pose en garant de la *«stabilité institutionnelle»*, tout en étant le principal artisan de l'instabilité actuelle et en alimentant une confusion des rôles entre le Président, son Premier ministre et le pouvoir législatif, on a surtout le sentiment qu'il cherche à continuer presque comme si de rien n'était. Il a beau avoir fini par acter l'envie d'alternance exprimée par une large majorité de Français (son camp désavoué n'a obtenu que 20 % des suffrages au premier tour des législatives), on comprend surtout qu'il refuse de subir une réelle cohabitation et un changement de politique, surtout si cette rupture est portée par la gauche. Pas touche à «sa» réforme des retraites, pas touche à «sa» politique de l'offre pro-business et pas touche au déséquilibre fiscal en faveur des plus aisés et des plus grandes entreprises qui prive l'Etat de bien des ressources.

Depuis 2017, les occasions de s'en rendre compte n'ont pas manqué: Macron ne s'épanouit jamais autant que dans les crises, qui lui donnent plus encore qu'en temps normal un rôle central, et dans une pratique solitaire du pouvoir. Mais un septennat fait de bien plus de déceptions et de désillusions que d'accomplissements rassembleurs a largement grevé son crédit auprès des Français. Et aujourd'hui, plus que le capitaine du bateau France face à une tempête qui était imprévisible (le Covid, la guerre en Ukraine), on assiste aux derniers soubresauts d'un pompier pyromane perçu comme le principal (ir)responsable de la crise actuelle. Un Président dans l'impasse dont les atermoiements apparaissent guidés en premier lieu par son intérêt personnel et son incapacité à digérer le fait que le pouvoir s'est largement déplacé au Parlement. Lequel n'apparaît d'ailleurs pas davantage à la hauteur. Désormais, les menaces de censure par tel ou tel groupe politique au Palais-Bourbon, motivées en premier lieu par la prédominance des ambitions présidentielles de leurs leaders, contraignent comme jamais le chef de l'Etat. Cela donne de fait une place centrale au Rassemblement national, qui peut confortablement se poser en arbitre et dénoncer ce *«système»* qui s'est globalement uni pour l'empêcher d'accéder au pouvoir et qui offre depuis des semaines un spectacle navrant. La poursuite de la politique menée depuis 2017 reste son principal carburant et chacun sait que la dynamique de front républicain, déjà abîmée, va sortir encore plus affaiblie de la période.

Macron ne s'épanouit jamais autant que dans les crises, qui lui donnent plus encore qu'en temps normal un rôle central, et dans une pratique solitaire du pouvoir.

En l'état, la perspective d'un gouvernement conduit par Lucie Castets et exclusivement issue du NFP semble avoir vécu. Une alliance bancale entre les macronistes et la droite conduite par Xavier Bertrand ou entre les macronistes et les socialistes qui cherchent à se distancier de LFI derrière Bernard Cazeneuve n'a pas plus de crédit. Quant à la perspective d'un gouvernement technique, que viendrait justifier la situation financière du pays, elle n'est désormais plus le scénario le moins crédible sur le papier mais sa survie politique serait pareillement de courte durée. Cela reviendrait en outre à maintenir le pouvoir à l'Elysée, ce qui serait un nonsens démocratique. Le cul-de-sac est patent. Dans ce contexte, ceux qui ne font pas partie du jeu en récoltent par nature les fruits. On comprend que le RN attende avec gourmandise une possible nouvelle dissolution l'été prochain, ou plus hypothétiquement la tenue d'une élection présidentielle anticipée.

Edouard Philippe fait le coup du «pote de droite»

Par
THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Un homme de droite fan de Springsteen peut être sauvé. Un présidentiable de droite qui nous épargne une déclaration de candidature en ridicule majesté gaullienne, sauveur de la France, qui évite l'emphase dramatisante, ça rassure! Un homme de droite qui dit, au détour d'une interview somme toute assez banale, *«Je suis candidat à la présidentielle»* et qui deux lignes plus loin nous parle de ses couilles – *«J'ai créé un parti politique, Horizons, pour continuer à être un acteur de la vie politique nationale. Les commentaires, ça m'en touche une sans faire bouger l'autre»*, voilà qui est rafraîchissant! Si seulement Edouard Philippe pouvait être la figure de la droite à la prochaine présidentielle en lieu et place de Laurent Wauquiez, qui s'égare aux franges de l'illibéralisme, le second tour – s'il y accédait – pourrait être moins douloureux pour le pauvre électeur de gauche, si toutefois celui-ci se retrouvait dans la sempiternelle sinistre situation de remonter son vieux barrage républicain face à Marine Le Pen. Bon, il faudra oublier qu'entre les deux tours des législatives de juin-juillet, Edouard Philippe a mis un signe égal entre le RN et LFI, confondant un peu vite cercle de la raison et arc républicain…

Pour l'instant, nous sommes bien incapables de juger sur pièce puisque cette candidature surprise semble être surtout dictée par l'idée de préempter un espace au centre et centre droit, alors que le blocage prévisible de la vie politique, par l'impossibilité de trouver une majorité stable, laisse entrevoir l'éventualité d'une présidentielle anticipée. Rappelons qu'une élection présidentielle doit avoir lieu au plus tard quarante jours après la démission du chef de l'Etat. Autant dire que ceux qui auront déjà planté leurs jalons auront un coup d'avance.

Le maire du Havre, qui a trouvé stupide la dissolution et n'a pas voulu replonger dans le chaudron parlementaire au prix de l'abandon de son mandat local, a les qualités d'un homme d'Etat. Il est certes un peu raide, mais comme il a le sens de l'humour et une capacité bienvenue à l'autodérision, il tranche avec ces congénères autoprogrammés pour l'Elysée. Avant cette drôle d'idée de nommer Edouard Philippe à Matignon, le grand barbu (c'était avant le vitiligo) à l'air juvénile n'était connu (en dehors du Havre) que des journalistes politiques et de son «pote» de gauche, Laurent Cibien, qui lui a consacré un documentaire en trois volets. Il était l'homme toutes mains d'Alain Juppé. Il fallait l'entendre, en 2016, alors représentant de son champion pour l'organisation des primaires de la droite en vue de la présidentielle de 2017: l'homme, rusé, vous expliquait avec gourmandise les stratagèmes (emplacement des bureaux de vote, par exemple) pour que l'organisation de cette consultation de sympathisants de droite soit fatale à Nicolas Sarkozy (pour qui Edouard Philippe n'a que peu d'estime). Il fallait surtout le voir rire de lui-même, après le vote, en constatant que l'opération anti-Sarko (battu dès le premier tour) aura bénéficié en réalité à François Fillon et pas du tout à Alain Juppé. Oups! Edouard Philippe, rocardien dans sa jeunesse, est maintenant de droite affirmée et revendiquée. D'une droite modérée et cultivée. Sa passion dévorante pour les églises siciliennes le range au rang des Mitterrand et des Chirac, bêtes politiques qui savent s'échapper et se nourrir de culture et de littérature. Il sera bien temps pour l'éditorialiste de *Libé* que je suis de critiquer ses propositions de droite. Pour l'instant, il n'y a pas grand-chose à dézinguer puisque la seule promesse de cette candidature est encore bien vague: *«Je me prépare pour proposer des choses aux Français. Ce que je proposerai sera massif. Les Français décideront»*, dit-il au *Point*. Du *«massif»*? La retraite à 70 ans? Avant la critique, voilà au moins de quoi éveiller la curiosité. C'est bien la première fois qu'un candidat à la présidentielle nous propose de juger de ses propositions au poids!

Guerre en Ukraine

De Lviv à Poltava, les âmes mortes sous les bombes

En moins de vingt-quatre heures, deux bombardements ont fait une soixantaine de morts et des centaines de blessés dans les deux villes ukrainiennes, alors que la Russie accentue ses frappes ces derniers jours.

REPORTAGE

Par **STÉPHANE SIOHAN**
Envoyé spécial à Poltava

Deux minutes. Voilà le laps de temps qui s'est écoulé mardi, à Poltava, entre le déclenchement des sirènes, à 9 h 08, signalant l'imminence de projectiles en provenance de Russie, et l'onde de choc qui a secoué la paisible cité, lorsque deux missiles balistiques de type Iskander se sont écrasés sur le bâtiment de l'Institut militaire de communication, et l'hôpital le jouxtant, à 9 h 10 précisément. Deux minutes, et des vies qui basculent, comme celle d'Irina, 42 ans, résidente d'un immeuble situé non loin de l'académie militaire. Un tour de cadran après l'heure fatale, elle erre comme une âme en peine sur le trottoir faisant face au bâtiment éventré, à la recherche de son mari, âgé de 49 ans, prénommé Vitaly.
«Mon époux a été mobilisé dans l'armée, et il y a juste une semaine, il a été envoyé en formation ici, renifle Irina, hagarde, entre deux sanglots retenus. *Ce matin, j'ai entendu cette énorme explosion. D'abord, ça m'a paralysée, puis je suis venue ici, et j'ai commencé à chercher Vitaly. Nous n'avons aucune nouvelle. Nous nous sommes déjà adressés à tous les hôpitaux, on ne le trouve nulle part et son téléphone portable sonne dans le vide. Nous ne savons pas ce qui lui est arrivé. Maintenant, nous attendons…»* Irina et sa belle-sœur s'évaporent dans une courette non éclairée, quand à 21 h 29, l'alarme retentit de nouveau. Secouristes et pompiers évacuent les lieux, par crainte d'une seconde frappe.
Une tranquille journée avait commencé à Poltava, relativement épargnée jusqu'ici par les frappes russes, dans la chaleur enveloppante et la lumière dorée du *Babynie Lito*, l'été indien si singulier dans la province natale de Nicolas Gogol. Le premier cours de la journée avait déjà commencé, et plusieurs centaines de personnes se trouvaient dans le bâtiment de l'Institut militaire de communication, spécialisé dans les transmissions. La plupart aux étages supérieurs, dans les salles d'enseignement. Quelques retardataires terminaient une cigarette dehors. Aucun événement public ne se déroulait ce jour-là.



Des personnels médicaux assistent voisins et victimes à Poltava mardi. PHOTO BY PATRYK JARACZ. AFP

«C'était un jour comme les autres», dira plus tard en conférence de presse Ihor Mitsiuk, un des responsables de l'établissement.

«PAS PRÉPARÉS»

Ihor Tkachov, volontaire au bataillon paramédical des Hospitaliers, habite tout près. La déflagration l'a arraché à son petit déjeuner. Il sera un des premiers à arriver sur place. Il décrit des scènes insoutenables. *«Il y avait plusieurs corps couverts de sang près de la porte, du sang coulait de leur tête, leurs membres étaient intacts, un homme avait la poitrine perforée, nous les avons soignés, mais nous ne savions pas ce qui allait suivre. Le reste n'était que corps, sang, cris, gémissements et morts»*, relate Ihor Tkachov dans un post Instagram, décrivant sa progression dans le ventre de l'académie. *«Des dizaines d'autres corps gisaient»*, morts ou encore vifs, dans un dernier souffle. *«Sous les arbres, une station de triage a été mise en place. Chaque minute, quelqu'un était ramené vivant, nous courrions de l'un à l'autre et posions des garrots*, poursuit-il. *Certaines personnes ont été amputées trois fois, nous avons scellé des occlusions pénétrantes dans les poitrines, raté des réanimations. Les tourniquets* [garrots, ndlr] *s'épuisaient rapidement. Les blessés étaient chargés dans un vieux camion ZIL, sur des chiffons, des couvertures ou des portes, et jetés dans le coffre. Le ZIL a traversé la ville, rempli de mourants. Pour les cas les plus graves, on criait: "Faites venir un médecin!" Mais les médecins qui arrivaient n'étaient absolument pas préparés.»*



Trop de corps, maudite guerre, pauvres gens, enrage Ihor Tkachov… *«Certains sont morts sous ces arbres, au point de triage, d'autres avant la route de l'hôpital.»* D'heure en heure, le bilan évolue, pour s'établir mercredi à 53 morts et 271 blessés, dont beaucoup dans un état extrêmement grave, alors que cinq personnes manquent encore à l'appel. Le ministère russe de la Défense se satisfait sur Telegram d'avoir *«procédé à une frappe de haute précision»* contre un centre de formation où *«étaient entraînés des spécialistes de la communication et de la guerre électronique»*. Une cible militaire donc, un collège de cadets, également utilisé pour la formation express de soldats mobilisés à 120 km à peine de la frontière russe.

Une enquête a été diligentée, tandis que des questions sourdent dans les médias de Kyiv. Iouri Boutoussov, journaliste très intégré dans la communauté militaire, rappelle que des frappes similaires ont déjà ravagé les rangs de l'armée depuis deux ans, et pointe la responsabilité pénale de certains haut gradés qui persistent, malgré le risque balistique, à rassembler des troupes en nombre dans des lieux confinés. Mais où rassembler, héberger et former des nouvelles brigades? Quand tout le pays est à la portée des missiles russes, et que des capitales régionales comme Poltava, 285 000 habitants, ne disposent pas de capacités de défense antiaérienne, et sont à la merci du renseignement ennemi.

«BRISÉS»

Mise au défi à Koursk, l'armée russe semble décidée à tenter de faire plier l'arrière ukrainien, touchant au nerf sensible de la résistance: l'espoir. Mercredi matin, deux missiles hypersoniques Kinjal s'abattent cette fois dans les faubourgs de Lviv (ouest), tuant sept civils et faisant 53 blessés et des dégâts majeurs sur des dizaines de bâtiments historiques. Devant le centre de transfusion de Poltava, Oleh, 19 ans, installé depuis trois jours dans la ville, est venu donner son sang, au milieu de dizaines de volontaires. *«Ce que je ne comprends pas*, dit-il, *c'est pourquoi Poutine a le droit de détruire nos villes avec ses missiles, et notre armée n'a même pas le droit de toucher à leurs bases militaires.»*

Car le meilleur allié du Kremlin en Ukraine, en plus du temps, et de l'indécision du monde, ce sont les âmes mortes, déjà soumises. Katya, 35 ans, femme au foyer, s'écarte un peu de la file d'attente. *«Nous sommes brisés de l'intérieur, ce sont les meilleurs d'entre nous qui meurent, nos pères et nos fils*, dit-elle. *Il faut que cette tragédie se termine le plus vite possible, qui a besoin de cette guerre sanglante? Tous nos hommes doivent mourir, jusqu'au dernier? Il faut s'asseoir à la table des négociations. Je sais que je suis un peu seule à penser ça, mais il faut arrêter tout ça.»* L'oreille tendue, Oleh jette un regard noir vers la mère de famille, avant d'aller se faire perfuser. Façon de lui dire: jamais.



A l'Académie militaire de Poltava, mardi. PHOTO D. GUTTENFELDER. NYT.REDUX-REA

A Kyiv, Zelensky fait tourner les maroquins

Le président ukrainien a déclenché un grand remaniement ministériel mercredi, pour «rafraîchir le leadership» et redonner des gages de confiance à la population, épuisée.

Alors que les frappes russes s'intensifient sur le pays, à l'Est comme à l'Ouest, et que l'armée russe pousse de plus en plus dans le Donbass, Volodymyr Zelensky s'est lancé dans un important remaniement ministériel, le plus large depuis le début de l'offensive, en février 2022. Mercredi la Rada a validé les démissions de trois ministres – des Industries stratégiques, Oleksandr Kamyshin, de la Protection de l'environnement et des ressources naturelles, Ruslan Strelts, et de la Justice, Denys Malyska – ainsi que de la vice-Première ministre chargée de l'Intégration européenne et euro-atlantique, Olha Stefanichyna. Le président Zelensky a par ailleurs limogé un chef adjoint de son administration, Rostyslav Shurma, accusé d'abuser de son poste pour enrichir sa famille, via une structure anticorruption gouvernementale. *«Certains d'entre eux ont été ministres depuis cinq ans, et nous avons besoin d'une nouvelle énergie»*, a déclaré succinctement Zelensky, en remerciant les responsables sortants lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre irlandais, Simon Harris.

Cartes. *«L'objectif principal de ce remaniement est de stimuler le travail du gouvernement pour rafraîchir le leadership. Zelensky pense que les nouveaux dirigeants qui entreront en fonction travailleront avec plus d'énergie, plus de dynamisme, feront preuve de plus d'initiative»*, analyse le politologue Volodymyr Fesenko, du centre Penta. L'expert voit dans la redistribution des portefeuilles et des fonctions le style particulier de gestion de Zelensky, qui aime rebattre souvent les cartes. Depuis le début de la guerre, le président a procédé à plusieurs réorganisations de son gouvernement, limogeant notamment son ministre de la Défense, Oleksiy Reznikov, en septembre après des scandales de corruption et remplaçant le chef d'état-major de l'armée, le général Zaloujny, en février.

> Zelensky a aussi limogé un chef adjoint de son administration, Rostyslav Shurma, accusé d'abuser de son poste pour enrichir sa famille, via une structure anticorruption.

«Fatigue». La démission la plus spectaculaire de ce mercredi est celle du chef de la diplomatie ukrainienne, en poste depuis 2020. Dmytro Kouleba est devenu, en deux ans et demi, l'une des voix qui porte le plus sur la scène internationale. Il réclamait sans relâche plus de soutien occidental dans la guerre contre la Russie. *«La question de la démission de Kouleba est à l'étude depuis l'année dernière, et ne tient pas à un facteur unique*, assure Fesenko. *Il peut s'agir d'une fatigue émotionnelle, aussi bien de Zelensky, que de Kouleba lui-même, qui a besoin de souffler avant de réapparaître ailleurs.»* Selon plusieurs sources citées par les agences de presse, Kouleba pourrait se voir confier un poste pour l'intégration de l'Ukraine dans l'Otan.

Il s'agit peut-être aussi de redonner quelques gages de confiance à une population épuisée par 924 jours de guerre, et qui manifeste toujours plus de défiance envers les institutions politiques. Selon un sondage récent du centre Razumkov, 78,5 % des personnes interrogées se méfient de l'appareil d'Etat, 77,5% des partis politiques, 76 % de la Rada, 73 % des tribunaux et autant du gouvernement…

VERONIKA DORMAN


Mathieu Bosredon, médaillé d'or en catégorie H3 (handbike). PHOTO ED SYKES. SWPIX.COM. SIFA


Heïdi Gaugain, médaillée d'argent en catégorie C5.

Paracyclisme Le onze de France

Quatre médailles d'or, cinq en argent et deux en bronze… En une journée effrénée et euphorique, la délégation tricolore a enchaîné les podiums lors du contre-la-montre sur route jeudi à Clichy-sous-Bois.

Par **JULIEN LECOT**

C'était le 2 août, il y a un peu plus d'un mois. Les fesses vissées dans mon canapé, télé allumée sur France 2, 3 ou 4, j'avais vibré devant la plus belle des journées de la délégation française aux Jeux olympiques. Au poste, Emmanuel Macron faisait office de fil conducteur, présent à chaque podium, serrant dans ses bras de manière un peu gênante chaque athlète tricolore médaillé. C'était comme s'il se téléportait de site en site. Le bronze par équipe en équitation à Versailles? Il y était. L'or de Riner et le bronze de Dicko au Champ-de-Mars? Pareil. L'or de Marchand et le bronze de Manaudou à Nanterre? Idem. Le triplé magique du BMX à Saint-Quentin-en-Yvelines? Toujours là. A chaque fois, Emmanuel Macron était là.

Puis, les Jeux paralympiques sont arrivés et une idée a germé dans ma tête: celle de battre le record de médailles du Président. Un défi futile, d'autant plus que mon principal rival n'en serait pas informé. Et complexe, puisque être journaliste à *Libé* ne permet pas de bénéficier d'une escorte présidentielle, indispensable pour sauter d'une épreuve à l'autre sans se retrouver bloqué dans le métro ou les embouteillages. Alors il a fallu jouer de malice et scruter avec attention le calendrier des Jeux à la recherche du créneau parfait, celui qui permettrait de voir des médailles françaises à la pelle. Après des heures d'analyse, la journée idoine était toute trouvée: mercredi, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Un seul site, pour 19 épreuves de contre-la-montre sur route, et 16 Français engagés. Objectif, donc: faire mieux que les huit médailles dont trois en or du chef de l'Etat. Le manager de la performance du paracyclisme, Laurent Thirionet, en prédisait une dizaine. On est large.

7 h 40 Drôle d'ambiance à Clichy

Un record, ça se mérite. Arriver à Clichy-sous-Bois tôt le matin plus encore. Le site qui ne sert que pour les Jeux paralympiques est l'un des plus éloignés de Paris, mis à part Châteauroux. C'est l'un des plus mal desservis aussi. Métro, puis RER, puis bus, tout le réseau RATP y passe. Premier constat: alors que la première coureuse s'élance à 8 heures, il n'y a personne à part des forces de l'ordre tout le long de la route. Deuxième constat: le parcours doré des cyclistes olympiques (pont Alexandre-III, château de Vincennes, place de la Bastille) paraît loin. Celui du contre-la-montre des Jeux paralympiques fait 14,2 km et passe en pleine ville, loin de tout monument. L'arrivée, qui sera recyclée pour les courses en ligne de jeudi à samedi, est même franchement moche: à droite, un immeuble résidentiel tout gris et tout neuf, à gauche un autre encore en construction. Et pas la moindre tribune, ni pour les journalistes ni pour les spectateurs.

8 h 27 «Quand même ça fait chier»

Debout, collé à une barrière, il faut attendre à peine une demi-heure pour que la première médaille française tombe: Heïdi Gaugain



PHOTO ALEX WHITEHEAD. SWPIX.COM. SHUTTER. SIPA



Elie de Carvalho (catégorie B) et son pilote Mickaël Guichard, en argent. A. WHITEHEAD. SWPIX.COM. SHUTTER. SIPA

repart encore avec l'argent, dans la catégorie C5. Son bourreau du jour ne s'appelle pas, cette fois-ci, Marie Patouillet (seulement cinquième sur la ligne), mais Sarah Storey, légende paralympique, qui s'offre pour 4 secondes sa 18e médaille d'or. A l'arrivée, Gaugain est bien plus souriante que deux jours plus tôt. *«Mais bon putain, quand même, ça fait chier, c'est tellement frustrant»*, lâche-t-elle face aux journalistes. La Française de 19 ans a les traits tirés: elle s'est levée à 4 h 20 pour être prête pour la navette de 5 heures et au départ à 8 heures. *«Là, maintenant, je pense que c'est l'heure d'aller prendre le petit-déjeuner»*, annonce-t-elle.

8 h 56 «Ça soulage!»

Pas le temps de faire une pause-café: dans la catégorie C2, Alexandre Leauté débarque déjà à toutes bombes. En retard au premier pointage intermédiaire, il prend à l'arrivée le meilleur temps, de 2 secondes devant Belge Ewoud Vromant. Voilà la première médaille d'or française du jour. L'entraîneur des Bleus, Mathieu Jeanne, souffle un grand coup et tombe dans les bras d'une autre membre du staff: *«Ah putain, ça soulage! Maintenant, il faut que ça continue.»* Dans le même temps, un coureur grec qui regardait la fin du chrono s'effondre: le temps de Leauté l'éjecte du podium. Titré pour la deuxième fois de ces Jeux, le Français savoure: *«C'est trop bien, vraiment. Aujourd'hui, ça a été compliqué. Le vélo de chrono, je détestais ça à un moment. J'en ai bavé. Ça fait des mois que je monte dessus deux fois par semaine pour ce moment. Alors je suis très content. Trop content.»*

> «C'est trop bien, vraiment. Aujourd'hui, ça a été compliqué. Le vélo de chrono, je détestais ça à un moment. J'en ai bavé.»
>
> **Alexandre Léauté**
> médaillé d'or

10 h 36 «On a fait de la merde»

Tous deux tétraplégiques et en couple dans la vie, Florian Jouanny et Anaïs Vincent prennent le départ à une demi-heure d'intervalle. Tout le monde croit à la belle histoire: lui a été champion du monde du contre-la-montre en handbike (catégorie H2) à Glasgow en 2023, elle était revenue d'Ecosse avec le bronze (dans la catégorie H3). A l'arrivée, Florian Jouanny termine troisième pour 4 dixièmes –rien du tout, un coup de bras en plus ou en moins, à l'échelle des 25 minutes de course. Anaïs Vincent termine cinquième, à plus d'une minute du podium. A l'arrivée, ça grimace. *«On m'a dit que Florian avait fait troisième, vous en savez probablement plus que moi,* dit Anaïs Vincent encore allongée sur son vélo. *Bon, on a fait de la merde tous les deux. Il va falloir remonter le niveau [lors de la course en ligne]. Il faut qu'on se remobilise mutuellement.»* Pause hymnes et déjeuner: trois médailles sur cinq possibles, on est dans les temps. L'attachée de presse de la fédé fait les comptes: *«Bon allez, plus que onze Français à passer.»*

14 h 21 Breloques et carambolage

Les coureurs qui s'élancent pendant l'après-midi sont moins lourdement handicapés et partent donc pour deux tours et 28,3km. Là, ça devient complexe: comme les catégories démarrent les unes à la suite des autres, on se retrouve vite avec un coureur seul qui roule devant un tandem, lui-même poursuivi par un autre coureur seul, mais d'une catégorie différente. Les maillots bleu-blanc-rouge sont partout. Un confrère est perdu: *«Merde, l'Australien repasse devant. Ah nan, c'est pas la bonne catégorie.»* Je ne suis pas mieux.

On s'en tient au speaker qui dit que Dorian Foulon, déjà en or en cyclisme de piste dans la catégorie C5, prend le bronze. Et que les tandems masculins font quatrième et deuxième, pour Elie de Carvalho et son pilote Mickaël Guichard. En zone mixte, les Bleus défilent. *«Au village, on a une petite guéguerre avec les nageurs,* dit Foulon. *On veut plus de médailles qu'eux* [ils ont atteint le cap des dix podiums, ndlr]. *Bon, je pense qu'après aujourd'hui, on va réussir à prendre les devants.»* Un mécano passe derrière lui: *«Il y a eu un carambolage sur la route, les départs sont décalés.»* Alexandre Lloveras et Yoann Paillot, la paire qui a échoué à accrocher le podium pour 2 secondes confirme: *«On a été ralentis sur la fin, le dernier des solos est tombé juste devant nous sur les pavés. Après il y avait une ambulance, on a dû freiner. On perd la médaille là-dessus.»* C'est triste, mais au moins on peut souffler.

15 heures «Machines de guerre»

Au bord de la ligne, une employée de la fédération fait et refait les comptes: *«Franchement, ça va le faire, ils seront un et deux.»* Gatien Le Rousseau, 21 ans, passe le premier et signe le meilleur temps dans la catégorie C4. Puis Kévin Le Cunff, 36 ans, passe après lui et écrase son chrono. *«Eh bah c'est bon, un et deux, un et deux!»* conclut l'employée.

A l'arrivée, les deux coureurs se retrouvent avec un drapeau planté dans la main. Avachis sur un trottoir et à bout de souffle, ils peinent à les agiter. Puis, leurs esprits retrouvés, ils flambent face aux journalistes. Le Cunff: *«C'est cool, avec la prime, je vais enfin pouvoir refaire ma toiture et passer l'hiver au sec»*; Le Rousseau: *«Moi ça va me payer l'école de kiné. Et puis je vais me faire une belle bouteille en boîte avec les copains, je crois. On est des monstres, des machines de guerre! Et les autres, ils ont fait quoi? [Mathieu] Bosredon, je sais qu'il va gagner. Et [Joseph] Fritsch aussi, vous verrez!»*

15 h 41 «On en est à huit là?»

«Hein, Thomas est en tête? Mais nan!» A peine le binôme d'or et d'argent parti qu'on nous dit qu'un autre Français est en route pour décrocher la première place dans la catégorie C3. Le petit peloton de journalistes rejoint la ligne d'arrivée en courant. Confirmation: dans un contre-la-montre aux airs de démonstration, Thomas Peyroton-Dartet, 39 ans, boucle le parcours bien plus vite que tous ses concurrents. Gatien Le Rousseau vient le chambrer: *«Eh gros, tu leur as mis 40 secondes, c'est beau ça. Quel champion! Quel monstre!»* Un bénévole demande: *«On en est à huit médailles aujourd'hui, c'est ça?»* Ouais, ça doit être ça.

16 h 30 «Je vais pas y arriver»

Bon, à partir de là, tout se joue au mental. Plus de huit heures qu'on voit des cyclistes dans tous les sens, des médailles qui tombent à la pelle. Même Antoine Griezmann n'arriverait pas à suivre. Une consœur lâche aussi: *«Vergnaud arrive déjà? Rho, je ne vais pas y arriver.»* Impossible d'être en même temps en zone mixte, pour récupérer les réactions des Français qui ont terminé, et au bord de la route, pour voir les derniers passer. Alors va pour la route: Loïc Vergnaud prend l'argent dans la catégorie H5; Joseph Fritsch finit au pied du podium en H4; quant à Mathieu Bosredon et Johan Quaile, ils offrent à la délégation un nouveau doublé, en or et en argent, catégorie H3.

17 h 28 «Putain que c'était bien»

Bilan des courses: quatre médailles d'or, cinq en argent et deux en bronze. Onze breloques en tout. Record battu. Autour de l'arrivée, tout le monde est un peu sonné. Les coureurs français défilent en jogging blanc, apprêtés pour passer les uns après les autres sur le podium. Le staff français est mi-euphorique mi-épuisé. *«On s'est levés à 4 heures du matin, on est un peu défoncés. Et dire que maintenant il va falloir préparer les courses en ligne»*, souffle Mathieu Jeanne. Le manager de la performance du paracyclisme, Laurent Thirionet, lui, savoure cette *«journée de dingue»*: *«Putain que c'était bien! J'ai pleuré tout à l'heure dans la voiture. Je voyais tous les messages que je recevais, tout le monde me disait: "Qu'est-ce que vous êtes en train de faire?" C'est génial… Et en même temps, on avait tout prévu.»* Nous aussi.

ENQUÊTE

Des formations à l'addictologie dans l'ombre de la Scientologie

Déjà mis en examen pour «harcèlement moral» et «abus de biens sociaux» suite au noyautage d'une entreprise de BTP, deux scientologues sont désormais soupçonnés d'avoir infiltré une société spécialisée dans le sevrage des addictions.

Par **EMMANUEL FANSTEN**
Illustration **XAVIER LISSILLOUR**

Son site internet propose de devenir *«praticien expert»* dans un secteur à *«très fort potentiel»*. Aucune qualification n'est requise pour suivre les cours en vidéo dispensés par cette ancienne infirmière devenue spécialiste dans le sevrage du tabac, du sucre ou des calmants: Carine Simon, fondatrice de la société Capability. Sourire avenant et blouse rassurante, celle-ci assure que la moitié de ses élèves viennent de milieux très différents, sans aucun lien avec la santé. Parmi eux figureraient ainsi des commerciaux, des agents immobiliers, des coiffeuses et même un ancien paparazzi.

Pour recruter ses ouailles en reconversion, Carine Simon s'appuie sur un réseau de démarcheuses commerciales indépendantes, aussi appelées «closeuses», qui touchent 10% de commission sur chaque formation vendue et peuvent gagner plusieurs milliers d'euros par mois. Deux types de forfaits sont proposés. Les formations basiques, facturées 4800 euros, qui permettent de se familiariser à la méthode qui porte le nom de Carine Simon, basée notamment sur l'acupuncture et le laser. Et des formations plus poussées, vendues 12 900 euros, qui prévoient un accompagnement personnalisé et permettent surtout à leurs titulaires d'exercer leur activité en utilisant le label de «centre Addicfree», le réseau franchisé mis en place dans toute la France par l'ancienne infirmière. Un système parfaitement huilé.

Plusieurs closeuses ont raconté à *Libération* comment, chaque lundi matin, une réunion était organisée en ligne avec Carine Simon et son partenaire au sein de Capability, un certain Cyrille, chargé de faire un point précis sur les dernières formations vendues et de passer au crible les chiffres de la semaine écoulée. *«Il détaillait les performances des unes et des autres et choisissait qui pouvait continuer à vendre des formations ou qui devait partir*, se souvient Mathilde (1). *C'est lui qui prenait toutes les décisions importantes.»* En dehors de ces rendez-vous hebdomadaires, il arrive aussi à Cyrille de contacter en direct les closeuses pour les *«coacher»* et identifier leurs faiblesses en cas de ventes en berne. *«Il m'appelait au moindre problème, posait des questions très intrusives et me conseillait sur tout»*, raconte Valentine, qui a travaillé près d'un an pour Capability.

Mais, au fil des mois, l'omniprésence de ce coach envahissant, ses appels incessants, son enthousiasme surjoué et les mots parfois curieux qu'il emploie commencent à intriguer les closeuses. En début d'année, Cyrille va jusqu'à leur proposer un *«challenge»* pour les motiver à *«performer»* encore d'avantage. *«Si vous y parvenez, je vous ferai un coaching personnalisé comme je le faisais avec mes précédents commerciaux*, promet-il. *Ça va vous transporter dans un état de puissance que vous n'avez jamais connu auparavant.»*

«Harcèlement du taureau»

En avril dernier, un mail anonyme est envoyé à toutes les closeuses et formatrices agréées de Capability pour leur révéler l'identité complète du mystérieux coach, connu sous l'état civil de Cyrille Pincanon. Si l'homme de 45 ans a toujours veillé scrupuleusement à dissimuler son véritable patronyme, quitte à donner celui de sa mère en cas de besoin pour mieux brouiller les pistes, c'est en raison de son passé trouble de scientologue accusé d'avoir *«vampirisé»* dix ans plus tôt une entreprise de BTP, Arcadia, basée dans les Yvelines. Le parquet de Versailles a en effet requis début avril son renvoi devant le tribunal correctionnel pour *«harcèlement moral»*, *«abus de biens sociaux»* et *«recel de banqueroute»*. *«Quand j'ai découvert ce mail, je suis tombée de ma chaise*, se remémore Mathilde. *C'est comme si tout s'éclairait subitement.»*

Son ancienne collègue, Valentine, explique de son côté que *«beaucoup de détails ont fait tilt à la lecture des articles»*. Une autre encore assure n'avoir *«pas été surprise»*. Depuis, comme d'autres partenaires de Capability, toutes les trois ont claqué la porte et dénoncent aujourd'hui le côté *«gourou»* de Cyrille Pincanon et ses méthodes d'*«emprise»*. Dans un mail envoyé quelques jours plus tard, Carine Simon évoque un message *«malveillant et diffamatoire»* et annonce son intention de porter plainte. Contactée à plusieurs reprises, elle n'a pas répondu à nos sollicitations. Les informations transmises par le lanceur d'alerte anonyme sont pourtant rigoureusement exactes. De nombreux éléments recueillis par *Libération* permettent de mieux cerner le parcours énigmatique de Cyrille Pincanon. Mais aussi de révéler le rôle dans l'aventure Capability d'un autre personnage trouble, Pascal Maffre.

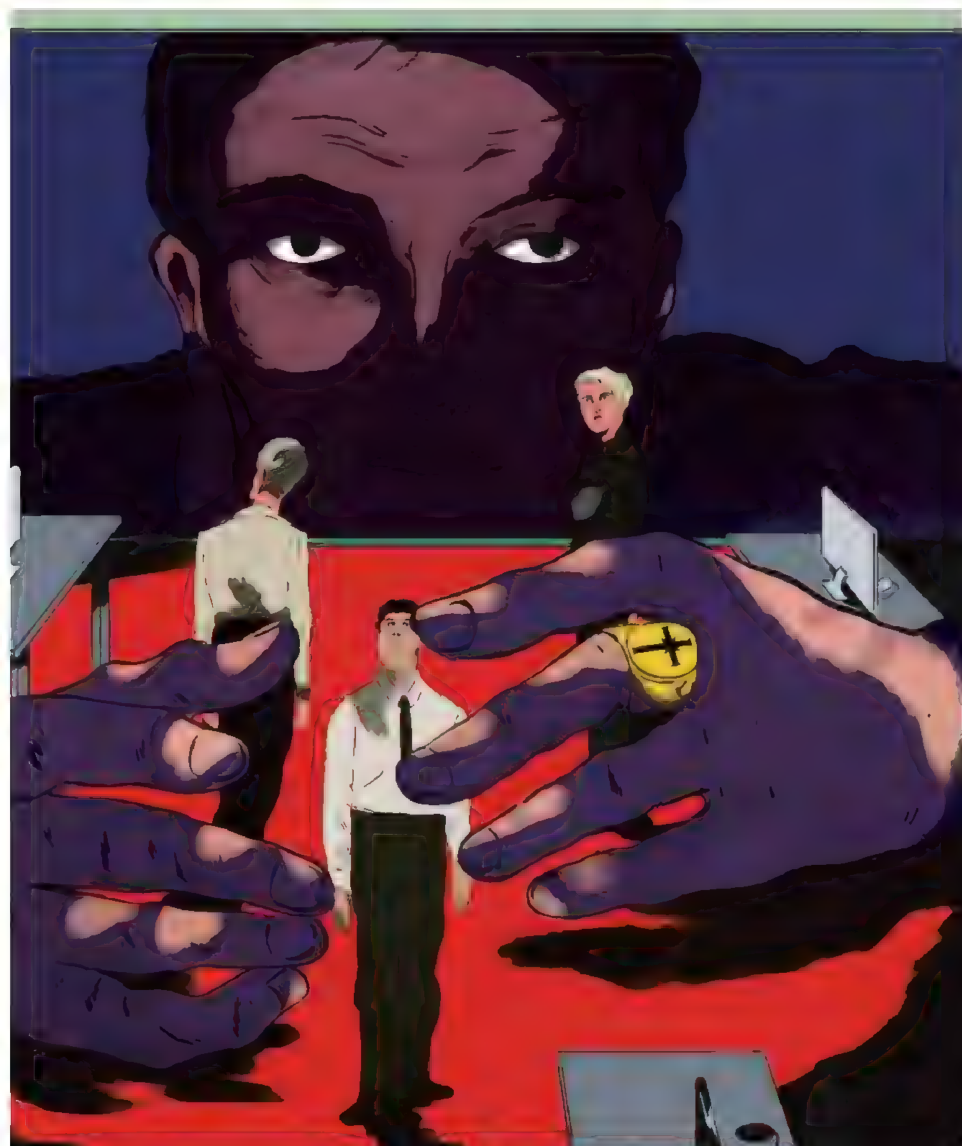
Pour comprendre, il faut revenir plus de dix ans en arrière, en 2012. Cette année-là, la société Arcadia, spécialisée dans l'aménagement de combles, fait appel aux services de Cyrille Pincanon, embauché comme consultant via sa société Cyp Conseils. Scientologue chevronné élevé au rang de «clair», terme qui désigne *«l'état optimum d'un individu débarrassé de toutes ses névroses»*, ce dernier a déjà versé plus de 500 000 euros à l'organisation, une générosité qui lui vaut le statut honorifique de «Silver Meritorious». Officiellement, son arrivée chez Arcadia doit alors permettre de restructurer l'entreprise et d'améliorer sa rentabilité. Dans cette perspective, Pincanon commande un audit financier à son ami Pascal Maffre, lui aussi scientologue, embauché à son tour quelques semaines plus tard. Peu à peu, les deux hommes vont alors appliquer à la lettre les préceptes scientologues au sein d'Arcadia. L'entreprise est restructurée selon un organigramme à sept divisions, conformément aux écrits de Ron Hubbard, le fondateur du mouvement qualifié de *«secte»* dans plusieurs rapports parlementaires et déjà condamné en France pour *«escroquerie en bande organisée»*. Les publications du gourou s'empilent dans le bureau du directeur d'Arcadia, lui aussi converti de longue date – il a versé plus de 300 000 euros à l'organisation sur ses fonds personnels. En interne, des «notes de dysfonctionnement» sont mises en place, obligeant les salariés à dénoncer les défaillances de leurs collègues.

Tous sont également contraints de participer à des exercices scientologues, baptisés «Training Routines» (TR) ou «Drills». L'un d'eux consiste à placer deux salariés assis l'un en face de l'autre pendant deux heures avec interdiction de parler ou de cligner des yeux. Un autre, intitulé «harcèlement du taureau», les pousse à s'insulter à tour de rôle. Régulièrement, des comptes rendus sur le fonctionnement d'Arcadia sont transmis par Cyrille Pincanon à la Scientologie. Un de ses échanges se conclut par un des mantras de l'organisation: *«Gagnez de l'argent, gagnez plus d'argent, faites produire les autres gens afin qu'ils gagnent plus d'argent.»*



Radié de la Scientologie

Au cours des mois suivants, les sanctions arbitraires se multiplient au sein de l'entreprise de BTP contre les salariés récalcitrants: diminution brutale des salaires, suppression des primes de Noël, multiplications des licenciements… Une douzaine d'entre eux finissent



par déposer plainte, entraînant l'ouverture d'une enquête au tribunal de Versailles. Depuis, selon plusieurs documents judiciaires consultés par *Libération*, les investigations ont permis de documenter les *«méthodes managériales dénigrantes et harcelantes»* mises en place par Cyrille Pincanon. *«Le retentissement psychique des effets délétères des pratiques de management a impacté des salariés sur la durée, altérant outre leur santé mentale, leur stabilité familiale, relationnelle et professionnelle»*, soulignent les magistrats.

Chez Arcadia, le drame humain s'est doublé d'un incroyable fiasco financier. Loin de redresser l'entreprise, pourtant prospère, l'emprise des cadres scientologues a entraîné sa liquidation judiciaire en août 2014. Au cours des dix-huit mois précédents, la société de Cyrille Pincanon lui a facturé près de 690 000 euros, soit plus de quatre fois ce que prévoyait le contrat de consulting initial. Un ultime virement de 44 000 euros sur le compte de Pincanon a même été effectué alors qu'Arcadia était déjà en cessation de paiements. Des faits susceptibles de s'apparenter à un recel de banqueroute selon la justice. Suite à une enquête interne de la Scientologie, consécutive à la révélation de l'affaire dans les médias, le consultant aurait été radié du mouvement pour manquement au règlement et usage dévoyé de ses préceptes. Contacté, le porte-parole de l'organisation en France n'a pas répondu à nos sollicitations. Ces dernières semaines, la Scientologie, qui a récemment ouvert un nouveau centre à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a profité des JO pour faire du prosélytisme. Alertée à plusieurs reprises, la Miviludes a mis en garde contre les *«risques de déstabilisation mentale, d'exigences financières exorbitantes et de rupture avec l'environnement familial»*.

Auditionné à plusieurs reprises par la PJ, Cyrille Pincanon a toujours démenti avoir coulé Arcadia et s'est défendu de tout prosélytisme, assurant que certains préceptes scientologues étaient déjà en vigueur avant son arrivée et cantonnant son rôle à une trentaine d'heures d'exercices inspirés des méthodes de la secte. *«L'ensemble des commerciaux m'ont remercié»*, assure le consultant, qui s'étrangle: *«Aucun expert ne met dans la balance tout ce que j'ai apporté.»* Selon lui, les problèmes d'Arcadia seraient surtout liés à un conflit familial entre le patron de la firme et son fils.

Interrogé une nouvelle fois en mai 2022, Pincanon répète que cette affaire a *«ruiné»* sa vie, se plaint de ne plus pouvoir travailler et assure ne plus avoir le moindre revenu. A l'époque, il travaille pourtant activement pour Capability, même s'il n'apparaît sur aucun document. En revanche, sa compagne, Maryna O., est associée à Carine Simon au sein de l'organisme de formation, selon les documents dont *Libération* a pris connaissance. Un prête-nom qui viserait surtout à occulter le véritable rôle de Pincanon. Cette dissimulation apparaît d'autant plus suspecte que la plupart des sommes versées à Capability sont envoyées en Irlande, comme en attestent des factures que nous avons pu consulter, et échappent donc au fisc français.

D'Andorre à l'Irlande

Dans l'ombre de Pincanon, le profil de son ami Pascal Maffre apparaît tout aussi singulier. L'homme, qui se présente comme *«autodidacte»*, assure avoir accompagné des *«centaines»* de clients dans leur développement commercial et occupé les fonctions de vice-président du Medef de Tarn-et-Garonne pendant douze ans. Difficile toutefois de comprendre comment ce quinquagénaire dépourvu de toute formation comptable a pu obtenir le titre de directeur administratif et financier d'Arcadia. *«C'était un titre de relations publiques pour aller voir les banques et les fournisseurs, mais en aucun cas je n'avais la fonction»*, relativise-t-il face aux enquêteurs, tout en affirmant que la santé financière d'Arcadia s'est *«améliorée»* grâce à lui. Une défense acrobatique qui ne l'a pas empêché d'être mis en examen pour *«banqueroute»*, *«abus de biens sociaux»* et *«harcèlement moral»*. Depuis, lui aussi aurait été écarté de la Scientologie à *«titre conservatoire»*, mais préfère prendre cette sanction présumée avec philosophie. *«Pour la Scientologie, il y a un concept, c'est qu'une personne n'est jamais mise à la porte»*.

Tant qu'ils n'ont pas été définitivement jugés, les deux hommes restent présumés innocents. Mais lors de la perquisition du domicile de Pascal Maffre, les policiers ont fait une autre découverte curieuse: les documents originaux de création de la société Capability à… Andorre, micro-Etat connu pour sa fiscalité avantageuse. *«Je l'ai créée en 2015 avec une amie infirmière, Carine Simon*, a reconnu Maffre en interrogatoire. *Mais j'ai cédé mes parts quelques mois plus tard car nous n'avions pas la même vision sur la stratégie de développement de la société.»* Contacté, Pascal Maffre assure désormais n'avoir *«aucun lien»* avec Capability et renvoie vers son avocate, qui n'a pas répondu à nos sollicitations. Egalement contacté, Cyrille Pincanon n'a pas donné suite. ◆

(1) Les prénoms ont été changé.



LIBÉ.FR

Au moins 20 exilés portés disparus au large de Lampedusa

Dans l'indifférence générale, les drames migratoires s'accumulent aux frontières de l'Europe. Les garde-côtes italiens ont secouru mercredi sept migrants syriens à bord d'une embarcation à la dérive au large de l'île. Plus de 3000 personnes avaient disparu dans la Méditerranée en 2023. PHOTO ITALIAN COAST GUARD AP



Le maire de Marseille, Benoît Payan, dans la nouvelle cour de récréation du groupe scolaire Malpassé-les Oliviers, mercredi.

Pour les Marseillais, la **rénovation des écoles,** «c'est du concret»

Cour de récréation végétalisée, ventilateurs, salles modulables… Trois établissements réhabilités ou reconstruits dans le cadre du plan «Marseille en grand» accueillent, lors de cette rentrée, leurs premiers élèves.

Par **CAROLINE DELABROY**
Intérim à Marseille
Photo **PATRICK GHERDOUSSI**

L'HISTOIRE DU JOUR

Des ventilateurs brassent l'air au plafond. Du jamais-vu dans une salle de classe d'école publique à Marseille. Et encore moins dans le groupe scolaire Malpassé-les Oliviers, encore il y a peu symbole des passoires thermiques des constructions dites «Pailleron». Dans ce coin du 13ᵉ arrondissement du nord de la ville, les élèves de maternelle et primaire ont fait leur rentrée dans des locaux entièrement rénovés.

Et pour cause, le groupe fait partie de la première vague des 188 écoles – sur les 470 que compte Marseille – réhabilitées ou reconstruites dans le cadre du volet «écoles» du plan «Marseille en grand», pour lequel le maire, Benoît Payan, a décroché 400 millions d'euros de subventions de l'Etat, pour un investissement total de 1,5 milliard d'euros.

«Ici, on parle d'une école où les sanitaires ne fonctionnaient pas, où c'était l'étuve l'été et le froid glacial l'hiver, il y avait aussi de l'amiante, rappelle l'ex-socialiste dans la nouvelle cour de récréation végétalisée, sur lesquelles donnent des classes modernes et confortables. L'ensemble de l'architecture a des traits méditerranéens avec de la couleur ocre et des alcôves. Dans une seconde phase du chantier, un gymnase de 800 m² va être ouvert aux associations sportives du quartier. Un équipement précieux dans une ville sous-dotée en la matière.

«Plaisir». *«Les petits Marseillais vont passer d'écoles qui ont trente ans de retard à des écoles qui en ont trente d'avance»*, s'enthousiasme Benoît Payan, pour qui *«on est passés de "la honte de la République" à notre fierté»*. Après la une de *Libération*, dénonçant en 2016 le délabrement des écoles à Marseille, le «Gaudin Tour» censé en donner une image positive avait tourné au fiasco. Mercredi, jour sans école, c'était un peu un «Payan Tour» avec une visite en bus proposée à la presse de trois nouvelles écoles – qui accueillent un millier d'élèves. Au total, 17 autres écoles doivent être inaugurées cette année. Cette fois, les personnels ont le sourire. *«L'école est belle, agréable, il y a tout»*, glisse Karima dans sa blouse d'agente municipale, qui assure *«venir travailler avec plaisir»*. *«Oui, il y a eu des lenteurs au démarrage, mais ce serait malhonnête de dire que les choses n'ont pas radicalement changé et avancent»*, estime de son côté Séverine Gil, présidente de l'association de parents d'élèves MP13, qui se félicite que *«pour la première fois, il n'y a pas eu d'enfants non scolarisés à la rentrée»*. Elle ne participe pas aux visites du jour mais connaît bien le bâti scolaire marseillais, notamment le secteur de la rue Massena dans le quartier défavorisé de la Belle-de-Mai.

> «Ce serait malhonnête de dire que les choses n'ont pas radicalement changé et avancent.»
> **Séverine Gil** présidente de l'association de parents d'élèves MP13

L'effet avant/après est ici saisissant. Depuis douze ans, les classes se faisaient dans de sombres préfabriqués, face à une caserne désaffectée. Il n'est pas difficile d'imaginer les yeux écarquillés des enfants en découvrant à la rentrée les 21 nouvelles classes du groupe scolaire Marceau, construit à quelques mètres de là. Des brise-soleil en façade protègent de la chaleur à l'intérieur des locaux. Des salles d'ateliers sont attenantes aux salles de classe, comme l'ont demandé les enseignants lors des concertations. Les cours de récréation abritent aussi deux jardins pédagogiques. Coût de l'opération : 19 millions d'euros.

«Lisibles». En centre-ville, proche de la gare de Saint-Charles, un autre chantier a dû composer avec un espace contraint, mais le résultat est là : autour d'un platane centenaire s'élève la nouvelle école élémentaire des Abeilles, avec bibliothèques en bois, préau, salle de sport avec vue sur le massif de Marseilleveyre… Les classes sont ici modulables, *«pour anticiper les évolutions pédagogiques»*. *«Il faut imaginer les difficultés dans un milieu urbain aussi complexe. Chaque école est un défi, on est en train de le relever»*, détaille Benoît Payan, qui considère les écoles comme le *«fil conducteur»*, le *«déclencheur de ce qui a fabriqué cette majorité municipale»* de gauche : *«J'ai besoin que l'on puisse montrer chaque réalisation. Ce ne sont pas des promesses, c'est du concret, les gens voient que c'est possible»*.

A ses côtés, le préfet de région, Christophe Mirmand, voit aussi l'occasion de *«montrer des réalisations du plan "Marseille en grand", dont les projets, de nature très différente, ne sont pas toujours très lisibles du grand public»*. Dans le contexte actuel, il se veut rassurant sur les financements pour les écoles, *«totalement garantis»* pour les projets en cours. Mais botte en touche sur une éventuelle rallonge de l'Etat, liée à l'inflation.



LIBÉ.FR

«En Afrique, la Chine est dans un processus d'apprentissage»

Alors que s'est ouvert mercredi le 9e Forum de la coopération Afrique-Chine dans un climat un peu plus morose qu'à l'accoutumée, le sinologue Thierry Pairault revient sur les mythes et les réalités de cette relation souvent fantasmée. PHOTO AFP

Dans l'archipel arctique du Svalbard, des températures estivales «inconcevables»

Une chaleur hors norme, presque irréelle. Mercredi, l'agence météorologique de l'ONU lance une *«alerte rouge»* au sujet des niveaux historiques atteints en août par la température mondiale moyenne sur une partie de la planète. Elle pointe notamment les envolées du thermomètre observées dans le Svalbard, archipel norvégien situé à un millier de kilomètres du pôle Nord, qui laissent abasourdis les spécialistes. Le 11 août, à Longyearbyen, petite ville charbonnière, le mercure a atteint 20,3 °C.

Un seuil encore jamais franchi à cette période de l'année dans la région, indique Daan van den Broek, chercheur à l'Institut météorologique finlandais (IMF), dans une note publiée le 30 août sur son blog. *«Ce dernier mois s'est particulièrement démarqué avec une température moyenne de 11 °C»*, écrit-il. *«Un niveau ahurissant: c'est 2,6 °C au-dessus du précédent record et près de 5 °C au-dessus de la norme climatologique d'un mois d'août. Habituellement, sur la base de la période de référence 1991-2020, la moyenne est de 6 °C.»* La fournaise estivale – à laquelle a échappé le nord de la France, pris dans une goutte froide – n'a ainsi pas épargné les îles arctiques à l'écosystème fragile. Avec les derniers graphiques de l'IMF, *«on tombe dans l'extrême des extrêmes»*, juge la glaciologue française Heidi Sevestre.



L'archipel du Svalbard, le 7 juillet. PHOTO S. COSKUN AFP

De son côté, l'agroclimatologue Serge Zaka hallucine sur X: ces données *«sont juste inconcevables, aberrantes, inquiétantes, au choix. Il s'agit sûrement d'un événement unique de l'histoire moderne de la climatologie. Je n'ai personnellement jamais vu un truc pareil»*, a-t-il réagi dans un tweet. Dans son ensemble, l'archipel a vécu son été le plus chaud pour la troisième année consécutive, relève l'IMF. C'est d'autant plus inhabituel que le climat arctique se définit, entre autres, par des températures généralement inférieures à 10 °C l'été.

Sous l'effet de nos émissions de gaz à effet de serre, les étendues blanches de ces contrées polaires deviennent méconnaissables. En mer, les glaciers s'émiettent et les banquises fondent. Sur terre, la pluie concurrence la neige, faisant gonfler les rivières et provoquant des glissements de terrains. *«En plus d'être extrêmement chaud, l'été 2024 a été exceptionnellement humide à Longyearbyen. En juillet, il est tombé près de 50 mm, soit plus du double de la normale»*, souligne sur son blog Daan van den Broek. Les calottes glaciaires rétrécissent. Et, dans l'air, la lumière éclatante laisse place au brouillard.

Privé de son manteau blanc, l'Arctique emprisonne la chaleur dans son sol et ses eaux bleu marine au lieu de la renvoyer vers l'atmosphère. Ainsi, dès les années 2030, la région devrait connaître des étés sans glace, indiquait une étude en 2023. Une perte irréversible qui causera des phénomènes météorologiques extrêmes partout dans le monde. Car de la bonne santé du cercle polaire dépend la stabilité du climat mondial. Et plus les années passent plus il devient *«dur de se projeter à cause de l'augmentation de l'imprévisibilité»* et de la gravité des événements extrêmes, souligne Heidi Sevestre, qui décollait mercredi pour le Svalbard, où elle travaille une partie de l'année. *«On espère toujours que les chiffres dans les projections soient faux»*, pointe-t-elle. *«Mais on se laisse encore surprendre. Et là, c'est stratosphérique. Je sais que [jeudi] ça va être le choc total.»*

NINA GUÉRINEAU DE LAMÉRIE

«Le pays a manqué à son devoir le plus fondamental: vous protéger, vous et vos proches, les personnes que nous sommes censés servir. Et j'en suis profondément désolé.»



AFP

KEIR STARMER Premier ministre du Royaume-Uni

Plus de sept ans après le drame qui a profondément choqué le Royaume-Uni, les conclusions de l'enquête pointent enfin du doigt des responsables. L'incendie de la tour Grenfell à Londres en 2017, dans lequel 72 personnes sont mortes, a été le résultat de *«décennies de défaillances»* de la part du gouvernement et d'organismes du secteur de la construction, révèle un rapport accablant publié mercredi. Ces morts auraient *«tous pu être évités»*, a déclaré le juge à la retraite Martin Moore-Bick, qui était chargé du rapport, en rendant ses conclusions. *«Ceux qui vivaient dans la tour ont été gravement trahis pendant des années [...] par ceux qui étaient responsables de la sécurité du bâtiment et de ses occupants»*, a-t-il ajouté.

«Nous avons perdu des amis, des voisins et des êtres chers de la manière la plus horrible qui soit, à cause de la cupidité, de la corruption, de l'incompétence et de la négligence», a de son côté dénoncé Natasha Elcock, présidente de l'association de victimes Grenfell United. Le gouvernement s'assurera que cela *«ne puisse plus jamais se reproduire»*, a pour sa part promis le Premier ministre, Keir Starmer, qui a présenté, devant le Parlement, des excuses *«au nom de l'Etat»*.

Le 14 juin 2017, le pire incendie résidentiel en Grande-Bretagne depuis la Seconde Guerre mondiale avait mis moins d'une demi-heure à se propager à l'ensemble de cette tour de 24 étages, occupée par des familles généralement modestes, dans un quartier de l'ouest de Londres. *(avec AFP)*

3 157

C'est le coût, en euros, qu'un étudiant type de 20 ans, inscrit en licence à l'université et non boursier, devra débourser en cette rentrée selon l'indicateur annuel de la Fédération des associations générales étudiantes (Fage). Une somme en augmentation de 4,4% par rapport à l'année 2023. *«La rentrée universitaire représente un coût considérable pour les étudiants»*, pointe la Fage, qui y voit une *«étape presque insurmontable»* pour les jeunes. En prenant en compte les frais de la vie courante et les frais spécifiques à la rentrée universitaire, l'organisation dresse le portrait d'une jeunesse précarisée et confrontée à des difficultés pour se loger ou encore pour s'alimenter. *(avec AFP)*

Norvège Le «béluga espion» a été assassiné, dénoncent deux ONG

Qui a tué Hvaldimir? Objet de tous les fantasmes, le béluga soupçonné d'espionnage pour le compte du Kremlin a été tué par balles. C'est la thèse avancée par Noah et One Whale, deux ONG norvégiennes qui ont annoncé avoir porté plainte mercredi pour que la police norvégienne ouvre une *«enquête criminelle»* afin de faire la lumière sur la mort de l'animal. Cétacé blanc décrit comme jeune et bien portant, Hvaldimir a été retrouvé sans vie samedi au large de la côte, à Risavika. *(avec AFP)*

Paul Watson: la détention du militant prolongée de 28 jours

Vingt-huit jours de plus derrière les barreaux, à Nuuk. La Haute Cour du Groenland a confirmé mercredi le maintien en détention provisoire jusqu'au 2 octobre de Paul Watson, fondateur de l'ONG Sea Shepherd, dont le Japon demande l'extradition pour des incidents survenus avec un navire baleinier dans les eaux antarctiques en 2010. L'information a été communiquée par la branche française de l'ONG sur X et confirmée par l'un de ses avocats. Ces derniers ont fait appel de cette décision.

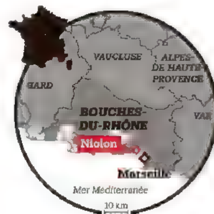
Paul Watson, 73 ans, a été arrêté le 21 juillet sur la base d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités japonaises. La police danoise l'a menotté sur le pont de son vaisseau amiral, le *M/Y John Paul DeJoria*. Le «capitaine» et son équipe de 25 bénévoles étaient venus faire le plein de carburant à Nuuk afin de prendre en chasse le *Kangei Maru*, le nouveau navire-harpon usine de la flotte nippone, qui croise actuellement dans le Pacifique Nord. L'arrestation ne serait pas due à une *«simple notice rouge de routine»*, accusent ses avocats, mais plutôt à la pression exercée par les autorités japonaises sur le Danemark.

Le maintien en détention de l'Américano-Canadien, grand défenseur des baleines, n'a pas surpris sa défense. Comme lors de l'audience du 15 août, la procureure s'est opposée, mercredi, à la projection des vidéos prises lors des faits qui lui sont reprochés par le Japon, explique Jean Tamalet, l'un de ses avocats. Le juge a accepté de visionner les vidéos fournies par les Japonais mais pas celles fournies par la défense. *«Or si le juge regarde enfin ces preuves, l'accusation tombe, et Paul est libre dans la foulée»*, appuie Lamya Essemlali, présidente de Sea Shepherd France.

JULIE RENSON MIQUEL

Par
ÉMILIE LAYSTARY
Photos PATRICK GHERDOUSSI

Trisomie 21 Une ancienne gare pour changer les regards



Depuis 2023, la gare désaffectée de Niolon, calanque au nord-ouest de Marseille, est devenue une auberge tenue par des personnes porteuses de handicap mental. Un projet ambitieux imaginé par des parents désireux d'offrir des perspectives professionnelles intéressantes à leurs enfants.

En ouvrant les yeux ce matin-là, on s'aperçoit avoir été tirée de notre sommeil par deux événements concomitants: le sifflement du premier train à s'arrêter et l'arrivée du soleil dans les persiennes. Chose peu commune, on vient de passer la nuit dans une gare. Plus précisément, dans un lit douillet installé au dernier étage de l'ancienne station de Niolon, sur la bien nommée Côte bleue, au nord de Marseille. Si les trains s'y arrêtent toujours, les locaux de la SNCF étaient longtemps restés inoccupés. Depuis 2023, ils vivent leur seconde vie: ils sont devenus le Train Inc Café, une auberge en milieu rural proposant restauration et chambres d'hôtes. Porté par le collectif T'Cap 21, qui réunit des parents de personnes atteintes de trisomie 21, le tiers-lieu est une entreprise adaptée qui forme et emploie des personnes en situation de handicap mental.

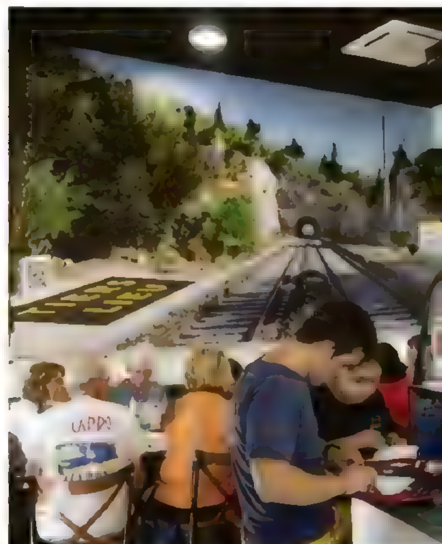
C'est l'heure du petit déjeuner et on s'installe à l'extérieur, près du potager en permaculture qui jouxte la bâtisse. On y fait la rencontre d'Ilian, 22 ans, qui nous apporte des viennoiseries, tartines et cafés posés sur un grand plateau. *«Ah mais j'ai oublié la confiture!»* s'exclame-t-il en balayant des yeux la table, avant de tourner les talons, pressé d'aller corriger son erreur. On aperçoit au loin le jeune homme, comme un poisson dans l'eau, parcourir l'auberge à grandes enjambées, entre le jardin de 500 m² et la salle donnant sur le quai de la gare. En cuisine, ce sont aujourd'hui Youssef et Najoa Boughanemi, ses parents, qui sont de permanence. Tous deux s'affairent à préparer les tartes salées qui seront proposées dès midi. Anciens propriétaires de la Brasserie de Lyon, considérée comme la plus ancienne de Marseille et située entre la rue de Rome et la rue Saint-Ferréol, ces restaurateurs ont décidé de raccrocher le tablier après une douzaine d'années d'activité. *«Dans ce genre de métier, on n'a pas une minute à nous. Ça n'était pas facile de trouver un équilibre entre la vie professionnelle et la vie de famille. Et puis au fil des années, on n'a eu plus qu'une envie: avoir le temps de nous occuper de notre enfant et plus largement, s'investir pour les gens qui, comme lui, sont porteurs de trisomie 21.»* En 2017, le couple se sépare de son restaurant. *«En tant que parents dans ce cas de figure, la pensée du lendemain est omniprésente. Lui sans nous… On veut s'assurer que nos enfants puissent se débrouiller quand on ne sera plus là»*, raconte Youssef Boughanemi.

«ÊTRE UN TREMPLIN»

Quand ils font la rencontre de Katia Bergamelli cette même année à un forum des associations, c'est le déclic. Cette mère d'une enfant porteuse de trisomie 21 partage un constat: alors que la plupart des structures engagées sur la question du handicap mental sont des associations sport et culture, rares sont celles à s'adresser aux jeunes adultes sur le volet socioprofessionnel de leurs existences. Habitante de la calanque de la Redonne, Katia Bergamelli passait tous les jours devant la gare désaffectée, très proche de chez elle. *«Je me disais que ce lieu vacant serait idéal pour nos enfants. A ce moment-là, notre asso, qui existe depuis 2015, était à la recherche d'un petit local pour travailler l'autonomie résidentielle. J'ai contacté le maire, qui m'a renvoyée vers la SNCF*, se souvient la présidente de l'association. *On m'a dit que le projet était fantastique, mais pas faisable dans la gare de la Redonne. C'est comme ça qu'on m'a présenté la gare de la calanque d'à côté, celle de Niolon. Après de multiples étapes, on a obtenu les clés d'un étage en 2020.»* Par une succession d'opportunités inespérées – *«la cheminote qui vivait encore sur place au premier étage a déménagé, un projet qui devait avoir lieu au rez-de-chaussée n'a pas vu le jour…»* – l'association se retrouve à jouir de la gare entière.

D'abord appartement pédagogique pensé pour apprendre à être autonome en milieu ordinaire, le lieu deviendra une auberge en janvier 2023. Pierre-Laurent, Lucie, Kevin, Dylan, Théophile et Ilian y sont tous salariés, à mi-temps ou quart-temps. De la cuisine au service en salle, ces jeunes porteurs d'un handicap mental (pour la plupart, la trisomie 21) apprennent le métier grâce aux conseils de David, Christelle et Karine, des encadrants professionnels recrutés pour l'occasion. *«En tant que parents bénévoles, nous sommes quelques-uns à régulièrement nous impliquer dans la vie du café. Mais il était important que celles et ceux qui forment nos enfants au métier ne*


David, cuisinier, l'un des encadrants professionnels recrutés pour former les jeunes, avec Adeline et Xavier.


Dylan et Adeline. L'idée est de pouvoir former chaque employé

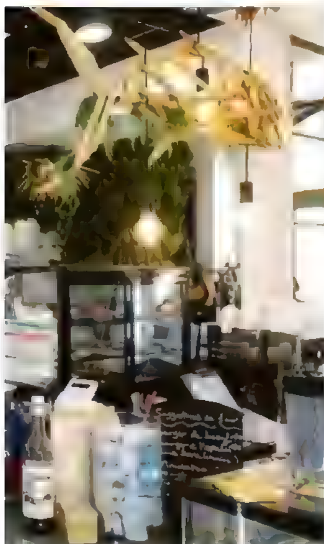


Le lieu est devenu une auberge et un restau en janvier 2023.



Adeline et Xavier au service. *«Ici, ils touchent à tout»*, explique Katia Bergamelli, à l'origine du projet.

soient pas des proches qu'ils et elles connaissent déjà dans un cadre privé», précise Youssef. En ce sens, le Train Inc Café poursuit un véritable projet d'inclusion professionnelle et sociale. *«Nous avons à cœur de donner à nos enfants les outils pour être intégrés dans des entreprises prêtes à les accueillir. Et pour cela, il est primordial de leur faire une place en milieu ordinaire, tout en prenant en compte les personnes extraordinaires qu'ils et elles sont. Cela veut par exemple dire qu'ils ont parfois besoin de plus de temps pour exécuter une tâche et qu'il est essentiel de les laisser faire à leur rythme»*, explique Katia Bergamelli. L'ancienne salariée de la CMA-CGM, dont l'employeur a accepté le détachement pendant quatre ans le temps qu'elle monte Train Inc Café, tient à l'idée d'autonomisation : *«Dans certains cafés employant des personnes porteuses d'un handicap mental, on a parfois l'impression qu'elles ne sont pas vraiment maîtresses du lieu, qu'elles sont seulement en vitrine. On les laisse débarrasser mais on ne leur confie pas la caisse, par exemple. Ce validisme est regrettable»*, pointe celle qui a absolument tenu à faire différemment au Train Inc Café. *«Ici, ils touchent à tout. Le but est qu'ils apprennent. Nous nous devons d'être un tremplin pour eux, et je crois que nous sommes sur la bonne voie»*, se réjouit-elle en citant l'exemple de ce jeune de l'asso qui travaille également au restaurant solidaire Le République à Marseille, ou encore de cet autre qui a rejoint le Sofitel du Vieux-Port. A terme, l'idée est de pouvoir former chaque employé afin que celui ou celle-ci cède sa place à d'autres (le Train Inc Café ne peut accueillir que dix personnes à la fois tandis que l'association compte une cinquantaine de jeunes intéressés).



afin que celui-ci cède sa place à d'autres.

«PRÉJUGÉS SUR LE HANDICAP»

Depuis la file d'attente qui se bouscule au comptoir du Train Inc Café à l'heure du déjeuner, dans les effluves de farci provençal et de filet de loup, on surprend quelques bribes de conversations. *«Tu savais qu'il y avait un café ici, toi ?»* demande une randonneuse à son amie. Les deux femmes ont l'air ravies de trouver de quoi se désaltérer après leur marche, en attendant le train qui les ramènera à Marseille. Comme elles, certains clients sont d'abord venus pour l'oasis dans le paysage rocailleux avant de découvrir la démarche sociale et solidaire du lieu. D'autres, mieux informés, ont fait le déplacement exprès pour soutenir la démarche d'inclusion. La bonne humeur est générale. Dans la cuisine ouverte sur la salle, on voit des jeunes préparer des fonds de tartes, l'air très concentré. *«Il y a souvent une méconnaissance et des préjugés sur le handicap mental. Par exemple, notre projet n'a pas tout de suite été bien accueilli par certains calanquais. Heureusement, le regard change. Les habitants voient bien que nous voulons faire les choses bien. Et cette gare, qui était parfois squattée par des personnes avec de mauvaises intentions, est devenue un lieu vivant et exaltant, où de nombreuses activités culturelles et sportives se retrouvent, où les publics se mélangent. Tout le monde y gagne»*, se félicite Katia Bergamelli. ◆

«Ce sont des lieux remarquables, ouverts et accessibles»

En charge de la valorisation des espaces en gare à la SNCF, Gaëlle Le Roux détaille le programme qui permet d'installer des projets comme le Train Inc Café dans des anciens locaux ferroviaires.



INTERVIEW

Si le Train Inc Café de Niolon revêt une dimension particulière avec sa démarche d'inclusion, il s'inscrit dans un projet national de réhabilitation de lieux désaffectés – le réseau ferroviaire français compte près d'un millier de gares disposant de locaux vacants –, le programme «Place de la gare». Gaëlle Le Roux, directrice générale adjointe de SNCF Retail & Connexions en charge de la valorisation des espaces en gare, défend un modèle qui se veut vertueux.

Pourquoi y a-t-il tant de gares inoccupées en France ? Et comment faites-vous pour y remédier ?

Toutes les gares ont une histoire différente, liée à l'exploitation ferroviaire et à leur territoire. On n'oppose pas les petites gares et les grandes gares, notre savoir-faire c'est de trouver le bon porteur de projet, dont l'ambition s'adapte aux enjeux de la gare et des attentes des voyageurs, mais aussi des habitants. Les grandes gares-cathédrales du nord de la France, par exemple, sont immenses. Il faut trouver le porteur qui sait occuper de grandes surfaces, avec un modèle économique robuste et prêt à vivre au rythme de l'exploitation ferroviaire.

Comment «Place de la gare» est-il né ?

Il est parti d'un constat simple : 90 % des Français vivent à moins de 10 kilomètres d'une gare, c'est un repère aussi évident dans une ville ou un village que l'église ou la mairie. C'est aussi le lieu de la rencontre du train, du bus, du car, du vélo… et enfin, elle est ouverte quand les trains circulent, c'est-à-dire tard dans la journée et le week-end. Bref, c'est un lieu remarquable, ouvert et accessible. Cette attractivité a séduit des élus et des porteurs de projets pour proposer des services dans les gares, afin de répondre aux besoins de proximité des habitants, idéalement en faisant la promotion des modes de transport «doux».

Quels sont les projets emblématiques du programme ?

Il y a une très grande variété de projets, leur point commun c'est d'être le reflet de leur territoire, cela va d'une épicerie locale à Aumont-Aubrac en Lozère, un centre de santé à Balbigny, une librairie à Rezé près de Nantes, un café-guinguette à Quiberon dans le Morbihan, ou encore un restaurant inclusif à Albi. Ce sont des services et des commerces qui racontent une histoire.

Quels sont les critères pour qu'un projet «Place de la gare» soit accepté ?

Ils sont assez simples : ils doivent répondre à un besoin de services complémentaires à l'offre existante, être soutenus par le tissu local, et présenter un modèle économique viable. Des projets, il y en a en permanence. Nous en aurons ouvert pas moins de 50 cette année, et une centaine de gares sont déjà identifiées.

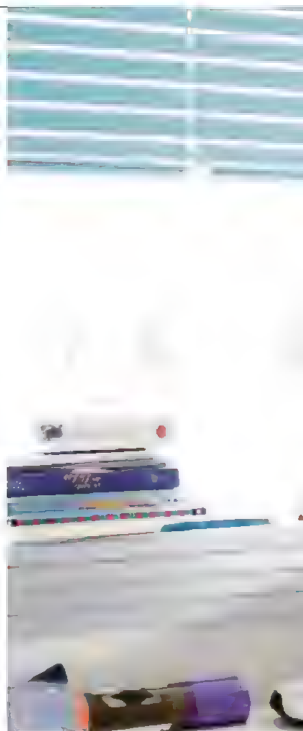
Recueilli par **É.Ly**

Par
ADRIEN FRANQUE
Photo
CAMILLE MCOUAT

France Culture

Chacun se livre dans «le Book Club»

Immersion dans des bibliothèques de personnalités, interventions des auditeurs, parallèles avec l'actualité… Pour sa deuxième saison commencée fin août, l'émission animée par Marie Richeux continue d'aborder la littérature comme objet accessible, politique et intime.



Derrière son micro, casque sur les oreilles, Marie Richeux esquisse des mouvements de danse. L'émission de rentrée du *Book Club* s'achève sur un morceau du rappeur Gazo: son titre, *Tchin 2 X*, est mentionné dans la scène terminale de *Jour de ressac* (Verticales), dernier roman de l'invitée présente en studio, Maylis de Kerangal. *«Merci d'avoir ouvert la saison du* Book Club*»*, lui dit pour clore l'interview Marie Richeux, voix bien connue de France Culture, avec son groove élégant et futé. A chaque fois que l'heure de passer l'antenne approche, c'est devenu un jeu: le moment des «pages musicales». Les auditeurs sont invités à envoyer les titres de chansons qu'ils rencontrent dans leurs lectures, et le morceau sera diffusé durant l'émission.

«PARTAGER LE PLAISIR DE LIRE»

C'est l'une des nombreuses trouvailles de l'équipe du *Book Club* et de sa productrice, qui a repris cette quotidienne entre 15 et 16 heures depuis la saison dernière; lui trouvant au passage une formule variée, participative, moderne, qui accueille les lecteurs tous bagages littéraires confondus, les troués et ceux qui débordent, donnant envie de lire toujours plus en sortant. Il faut dire que l'émission a été pensée pour cela: elle commence par un questionnaire, portrait de l'auteur comme lecteur, avec cette question: *«Vous souvenez-vous où et quand vous avez appris à lire?»* Reprendre le livre par la première page, une manière de parler à tout auditeur ayant un jour eu un bouquin entre les mains. Marie Richeux a beaucoup réfléchi à la forme au moment d'imaginer ce *Book Club*: *«Comment entrer dans une émission de littérature en attrapant tout le monde?»*

Créé en 2022, le programme, initialement présenté par Olivia Gesbert puis Nicolas Herbeaux, rassemblait chaque jour, dans sa première version, deux invités du monde des livres autour d'un thème commun, tout en étant déjà tourné vers la communauté des lecteurs via les réseaux sociaux. A son arrivée à l'été 2023, la nouvelle directrice de France Culture, Emelie de Jong, propose ce créneau à Marie Richeux: *«Je souhaitais trouver un espace de club de lecture dans l'après-midi, un espace où l'on partage le plaisir de lire»*, explique la dirigeante passée par Arte. Cela tombait bien: après six ans à animer l'interview culturelle nocturne *Par les temps qui courent*, la minutieuse productrice de 39 ans avait justement envie de changement. *«Cela a été un virage super joyeux et très inattendu. J'ai même été surprise de la manière dont ça a ranimé mon désir de radio.»*

Elle y retrouve son amour des grands entretiens, tout en variant aussi les formats: en faisant se rencontrer des auteurs autour d'une thématique (comme ce récent hommage aux pères en compagnie d'Hélène Gaudy et Clémentine Mélois), en revenant sur un livre culte (*le Seigneur des anneaux* de Tolkien ou *Lolita* de Nabokov)… Pour sa deuxième saison qui a commencé fin août, quelques retouches ont été apportées: un écrivain ou une écrivaine reviendra chaque lundi, pendant six semaines, sur un livre en résonance avec l'actualité. Inaugurée par l'écrivaine et traductrice Valérie Zenatti, cette résidence accueillera par la suite le traducteur et poète Martin Rueff, l'écrivain Laurent Gaudé ou la romancière Fanny Taillandier. Le mardi, la journaliste du *Monde* Nicole Vulser aborde le livre sous l'angle industriel dans sa chronique «L'économie du livre». Si *le Book Club* revient toujours au texte, pour le faire entendre ou le déchiffrer, il s'intéresse aussi souvent au livre comme objet social, politique, voire intime.

«QUI A LA PLUS GROSSE BIBLI?»

Et notamment avec son rendez-vous du vendredi, intitulé *Dans la bibliothèque de…* Marie Richeux visite des personnalités, pas forcément issues du monde littéraire, qui racontent leur rapport aux livres et leurs souvenirs de lecture. Lors de la première saison, elle a ainsi pu s'introduire chez l'actrice et réalisatrice Noémie Lvovsky, le dessinateur Riad Sattouf ou la rabbine Delphine Horvilleur. On y a aussi entendu le cinéaste Nicolas Pariser raconter ses «contrôles Gibert», soit ses visites régulières voire obsessionnelles chez le revendeur parisien de livres d'occasion Gibert Joseph, pour y compléter ses collections de Simenon ou de John Le Carré.

L'exercice semble moderne, sorte de version sonore et livresque du *Vidéo Club* de Konbini (format YouTube dans lequel des réalisateurs ou acteurs évoquent leurs films chéris en tirant des DVD des rayonnages), mais Marie Richeux minore: *«Je ne me suis pas dit que c'était un concept génial et novateur en l'imaginant, on m'a d'ailleurs dit qu'Alain Veinstein* [voix mythique des *Nuits de France Culture*, ndlr] *visitait déjà des bibliothèques il y a trente ans. Ça me faisait juste kiffer d'aller voir la bibliothèque de telle ou telle personnalité.»*

«Qui a la plus grosse bibli?» titrait cet été un article de la revue anticapitaliste *Frustration*, désignant l'exposition de sa bibliothèque ou l'affichage de références littéraires (sans, souvent, avoir lu les livres en question) comme une stratégie d'intimidation et de distinction bourgeoise. Marie Richeux est d'accord avec l'assertion. *«Je n'ai moi-même pas grandi dans une famille où l'on se transmettait un patrimoine littéraire comme héritage. Il y avait des livres, mais mes parents se désespéraient que je préfère plutôt regarder TF1. De même, je n'ai pas fait d'études littéraires. Je pense donc jouir d'une liberté qui permet, j'espère, de transmettre le fait qu'on ne va pas être là pour se vanter d'avoir lu* A la recherche du temps perdu *si on ne l'a pas lu.»* Ça s'entend: dans *le Book Club*, on n'hésite pas non plus à parler de ces livres abandonnés en cours de route, ou de ces classiques incontestables qu'on n'a pas aimés, voire pas compris.

A l'heure de sa deuxième saison, une question, surtout, taraude Marie Richeux: *«Comment faire pour que des gamins de 20 ans écoutent le* Book Club*? Je veux que les gens qui écoutent Culture depuis trente ans y trouvent leur compte, et en même temps, j'aimerais trop que quelqu'un qui est en terminale techno à Montélimar tombe dessus et se dise "c'est cool", en écoute deux, trois, partage l'émission avec ses potes»*. Cela se traduit par des tentatives, notamment du côté des invités: le rappeur Georgio sera ainsi vendredi la deuxième personnalité au programme du format *Dans la bibliothèque de…* *«On avait remarqué que dans son rap, il place des refs de ses lectures, ou parle du fait même de lire. L'exercice l'intéressait, on y est allés»*, retrace Marie Richeux.

«UN ENDROIT OÙ LES MOTS ONT DU SENS»

L'autre dimension, c'est Instagram, où *le Book Club* a réussi à fédérer 30 000 abonnés, en s'appuyant sur les communautés de lecteurs déjà bien présentes sur la plateforme depuis l'émergence de la tendance Bookstagram. *«A l'époque, on s'est rendu compte que la parole sur le livre n'était plus uni-*

DES ROMANS À FOISON

Comment gérer la vague des 459 romans de la rentrée littéraire lorsqu'on est *le Book Club*? *«Avec beaucoup d'humilité et peu de pression, au sens où je ne suis pas critique littéraire*, explique Marie Richeux. *Je pars en vacances avec 25-30 livres, et je lis ce que je peux. Au niveau de la programmation, on peut se laisser guider par les sorties quand il y a des noms: Maylis de Kerangal par exemple, ça faisait partie des premiers que j'ai mis dans ma valise.»* La semaine prochaine, quatre auteurs majeurs de cette rentrée se succéderont au micro du *Book Club*: Faïza Guène (*Kiffe kiffe hier?*), Alice Zeniter (*Frapper l'épopée*), Aurélien Bellanger (*les Derniers Jours du Parti socialiste*) et Gael Faye (*Jacaranda*).



L'animatrice Marie Richeux, à la Maison de la radio, le 26 août.

quement de la critique érudite, mais qu'un champ s'était ouvert sur les réseaux», explique l'animateur du compte du *Book Club* Alexandre Alajbegovic. *L'idée était donc de s'y faire une place et on a bien été accueillis.»* Les abonnés-auditeurs sont amenés à intervenir à l'antenne, pour poser une question ou donner leurs impressions sur les livres des invités de l'émission. *«On a des gens habitués à parler de livres, et d'autres qui n'ont jamais fait ça de leur vie,* raconte Alexandre Alajbegovic. *Je suis toujours un peu ému en les imaginant s'enregistrer chez eux, sur leur temps libre.»*

Reussir à créer un club de lecture sans jamais qu'il ne semble refermé sur lui-même: c'est tout le succès de l'émission. Marie Richeux voit aussi, finalement, une affirmation politique dans l'existence du *Book Club*: *«L'actualité de l'an passé a été si difficile, mortifère, moribonde. Alors d'être tous les jours dans un endroit où les mots ont du sens, où l'imagination n'est pas considérée comme secondaire, mais comme une force à l'œuvre, toutes ces choses qui sont en train de se déliter, ça a aussi participé à ma joie de faire cette émission.»*

Rentrée: la station ouvre de nouvelles voies

Avec des audiences records la saison passée, France Culture accueille de nouveaux talents et propose des formats sur la santé, les arts visuels et la poésie.

En cette rentrée, c'est autour de trois *«carrefours d'actualité»* que s'articuleront les journées de France Culture, selon le souhait de sa directrice arrivée en 2023, Emelie de Jong. D'abord, *les Matins* de Guillaume Erner, pour sa dixième saison à présenter cette matinale toujours plus écoutée, avec 833 000 auditeurs quotidiens en moyenne la saison dernière, selon Médiamétrie. *«Un socle»*, comme l'appelle Emelie de Jong. Puis *les Midis de Culture*, rendez-vous de la mi-journée constitué notamment d'un débat critique et d'un grand entretien sur l'actualité culturelle. Inaugurée il y a un an, l'émission est désormais présentée par Marie Labory, transfuge d'Arte.

Le soir, fini *le Temps du débat* d'Emmanuel Laurentin, devenu délégué au documentaire au sein de la direction de l'antenne. C'est le producteur Quentin Lafay qui a désormais ouvert une grande case de débats et d'entretiens autour de l'actualité, baptisée *Questions du soir*. De quoi tenter de dépasser les audiences records de la station la saison passée, avec près de 2 millions d'auditeurs quotidiens, soit 220 000 de plus que l'année précédente. Côté nouvelles voix, France Culture accueille le samedi Marina Carrere d'Encausse, l'ancienne présentatrice du *Magazine de la santé* sur France 5, qui produit une émission d'une demi-heure baptisée *Carnets de santé*. Sa première a été consacrée à la question du handicap en compagnie du nageur Philippe Croizon. L'historien Patrick Boucheron, débarqué de France Inter en mai 2023, revient à la Maison de la radio via France Culture: il présente désormais une tranche consacrée aux arts visuels, *Allons-y voir!*, le dimanche à 14 heures. *«Tout est dans le titre: comment prendre les auditeurs et les amener à voir des œuvres, en travaillant leur imaginaire»*, détaille Emelie de Jong.

La quotidienne *Entendez-vous l'éco?* a été confiée au talent maison Aliette Hovine. Certaines voix bien connues des auditeurs ont aussi migré ailleurs sur la grille: Arnaud Laporte passe à l'hebdo dans *Comme un samedi*, rendez-vous avec un invité culturel, tandis que Géraldine Mosna-Savoye revient à la philo le vendredi matin dans *le Souffle de la pensée*. Enfin, France Culture veut mettre l'accent sur la poésie en cette rentrée. Ce sera avec *l'Instant poésie*, tous les jours à 21 h 30, dans lequel des artistes commentent 20 de leurs poèmes préférés.

A.F.

carnet

DÉCÈS

Paris (75)

Henri LECLERC
Avocat au Barreau de Paris
1934-2024

Henri, 50 ans de lutte, de travail, d'enthousiasme, de rires, d'indignations, de malheurs et de bonheurs, d'émotions, de vie.

Merci, on te garde avec nous.

SCP Henri Leclerc et associés
5 rue Cassette
75006 Paris

Frédérique BAULIEU
Nathalie SENYK
Marie Laure BARRÉ

Tes associées d'aujourd'hui et tous les autres d'avant à Ornano comme rue Cassette.

On sera là, lundi 9 septembre, à 15H30, à la Coupole du Père-Lachaise

Vous serez là pour lui et pour tout ce qu'il a offert au monde

pourhenri@scpleclerc.com

Paris (75)

Jeanne LICHT-LECLERC, son épouse,
Marie LECLERC BRUANT et Aline LECLERC, ses filles,
Raphael BRUANT et Benjamin LERENA, ses gendres,
Paul, Lucie, Simon, Chiara et Gaspard, ses petits-enfants,
Madeleine LECLERC, sa soeur,
Benoit LECLERC, Esra LECLERC DARAK, Eva LECLERC, Ariane POULANTZAS, Colas SEVERAC, ses neveux et nièces,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Maitre Henri LECLERC

survenu le samedi 31 août 2024, a l'âge de 90 ans.

La cérémonie civile aura lieu à la salle de la coupole du crématorium du cimetière du Pere-Lachaise à Paris 20ème, le lundi 9 septembre 2024, à 15H30.

En sa mémoire, si vous le souhaitez, des fleurs ou un don à la Ligue des droits de l'homme.

Pas de couronnes.

Paris (75)

Pierrick CORNU

Il y a 20 ans, tu t'en allais.

La douleur reste vive, l'absence immense.

Thomas, Arnaud et moi regrettons tant que tu n'aies pas connu notre petit Nino, tu l'aurais tellement aimé.

Avec toi sur la vague.

Donatienne

IDÉES/

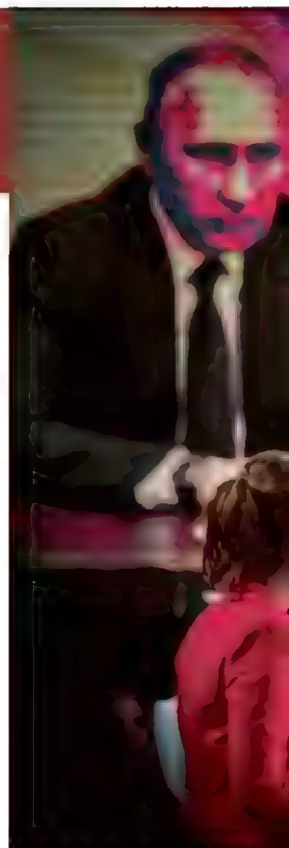
«L'extrême droite projette sur la Russie de Poutine ce qu'elle ambitionne de voir arriver en France»





LE SEUIL

Contrepoids aux Etats-Unis, modèle d'Etat conservateur et autoritaire… Pour l'extrême droite, le régime de Moscou prend parfois des allures d'idéal. Dans leur ouvrage «Paris-Moscou», les chercheurs Nicolas Lebourg et Olivier Schmitt décryptent un siècle de liens idéologiques, que le pouvoir russe sait parfaitement exploiter.



Marine Le Pen lors de sa participation à

Recueilli par
MAXIME MACÉ
et **PIERRE PLOTTU**

La campagne des élections européennes a vu Jordan Bardella être assailli de questions sur les liens du Rassemblement national avec la Russie de Vladimir Poutine. Un passif dont le successeur de Marine Le Pen a bien du mal à se défaire, tant l'attrait pour le pouvoir russe reste puissant à l'extrême droite. L'historien Nicolas Lebourg (CNRS-université de Montpellier) et le professeur de relations internationales Olivier Schmitt (Centre d'études sur la guerre de l'université du Sud-Danemark) reviennent sur le sujet dans leur livre *Paris-Moscou, un siècle d'extrême droite* (éditions du Seuil) à paraître le 6 septembre. Avec une approche pluridisciplinaire assez innovante, l'ouvrage analyse les liens établis idéologiquement entre les radicaux de droite et la Russie depuis la révolution bolchevique de 1917. Il montre comment les dynamiques mises en place depuis convergent dans le narratif russe de la guerre en Ukraine ainsi que son appropriation par l'extrême droite française.

Pourquoi avoir écrit ce livre?

Olivier Schmitt: Il y avait depuis quelque temps, dans l'espace public, une question qui était de savoir si le Rassemblement national était un allié de la Russie poutinienne. Il y a même eu une commission d'enquête parlementaire sur les ingérences étrangères en France, qui a conclu que le RN était *«une courroie de transmission»* de la Russie. Cela s'appuyait sur l'idée répandue qu'il s'agissait d'un changement dans la position historique de l'extrême droite française, qui faisait du Front national de Jean-Marie Le Pen un parti atlantiste car anticommuniste, et que cette bascule prorusse serait liée à la chute de l'Union soviétique. Avec cet ouvrage nous voulions donner une perspective historique à cette bascule, en montrant qu'elle ne vient pas juste d'un coup d'opportunité et d'une convergence hasardeuse. C'est le résultat d'une sédimentation de long terme d'une relation franco-russe autour de réseaux d'extrême droite qui se magnifient et se cristallisent dans les années 2010 avec la première invasion de l'Ukraine.

Nicolas Lebourg: Nous avons décidé d'écrire ce livre en décembre 2021, quelques mois avant le début de la seconde invasion de l'Ukraine, dans un climat où la question ukrainienne revenait sur le devant de la scène médiatique. Il s'agissait vraiment de montrer que cette proximité avec l'extrême droite française, et particulièrement le RN, était structurelle et non occasionnelle.

Sur quelle idéologie s'appuie Vladimir Poutine pour diffuser sa propagande auprès de l'extrême droite française?

N.L.: Il y a chez Vladimir Poutine et Marine Le Pen un point commun: ils considèrent tous deux qu'il existe des réservoirs d'argumentation dans lesquels on peut aller puiser selon la situation, selon le rapport de force que l'on veut construire. La Russie poutinienne a très bien compris que pour parler aux militants d'extrême droite, les thèses d'Alexandre Douguine, ce théoricien d'extrême droite russe qui prône la construction d'un bloc eurasiste traditionaliste continental face à un monde anglo-saxon libéral et décadent, étaient une corde à son arc. Par contre après 2014, au moment où Douguine perd de son influence en Russie, l'Etat russe comprend que, pour ses relations interétatiques, s'afficher avec l'extrême droite extraparlementaire n'est pas une bonne idée et n'a aucun intérêt. A partir de 2022, Vladimir Poutine fait des références aux Russes blancs *[les opposants monarchistes à la révolution bolchevique, ndlr]*, ce qui n'existait pas auparavant dans son discours. Avant cette date, il fait plus volontiers référence à Staline.

O.S.: Du point de vue de l'extrême droite française, il y a la création d'un certain nombre de fantasmes sur la Russie, notamment sur la puissance de son Etat et l'absence de corruption dans le pays, que cette dernière est ravie d'entretenir. Les radicaux, c'est-à-dire l'extrême droite extraparlementaire, se sont créé un pays idéal, la Russie poutinienne, qui serait un anti Occident par excellence. Un peu comme les intellectuels de gauche avec l'URSS dans les années 30, l'extrême droite projette sur la Russie ce qu'elle ambitionne de voir arriver en France. On présente facilement Vladimir Poutine comme le nouveau de Gaulle ou le nouveau Bonaparte. On projette des mythes politiques français sur un homme politique russe. L'appareil d'Etat russe est loin d'être idiot et sait parfaitement s'en servir.

Comment peut-on décrire la nature du pouvoir de Vladimir Poutine? Est-ce un modèle pour l'extrême droite?

N.L.: Le pouvoir poutinien est clairement un pouvoir illibéral. On ne peut pas, et on ne doit pas le considérer comme fasciste. Avec le durcissement du pouvoir russe depuis plusieurs années, qui fait qu'on tombe beaucoup par sa fenêtre quand on est un opposant russe, coïncide assez bien la tentation illibérale de plus en plus forte en Europe, et pas seulement à l'extrême droite. On aurait pu croire que le glissement du pouvoir russe vers une dictature de plus en plus évidente allait rendre le modèle moins attrayant. C'est tout l'inverse, il devient de plus en plus tentant. L'illibéralisme devient un modèle suscitant des tentations planétaires.

O.S.: Il y a une globalisation des visions de droite radicale, avec évidemment des différences en fonction des courants politiques. On note quand même la diffusion d'une vision organiciste dans la société, le fait de croire qu'elle doit

l'émission *Elysée 2022*, sur France 2, le 3 mars 2022. PHOTO NICOLAS MESSYASZ. SIPA

être protégée dans son ensemble comme un corps vivant. Tout ce qui est en dehors ou un peu à la marge doit être purgé et le meilleur moyen de le faire, c'est avec un exécutif fort. On le retrouve dans cette légende du redressement de la Russie par Vladimir Poutine après la période Eltsine *[entre 1992 et 1998]*, où il aurait mis les oligarques au pas. C'est un fantasme complet : Vladimir Poutine a éliminé les oligarques qui ne le suivaient pas et s'est imposé en tant que parrain des autres. L'Etat russe reste structurellement, profondément corrompu. Mais le régime a réussi à créer un mythe du sauveur autour de la personne de son chef et à le faire croire à l'étranger. C'est très efficace sur l'extrême droite française, qui est elle-même persuadée que notre Etat est corrompu et doit être purgé.

N.L. : Dans la représentation du monde de l'extrême droite il y a d'un côté le marché planétaire avec la démocratie et les Etats-Unis et d'un autre côté un Etat politique, la Russie, qui assume son autorité.

Marine Le Pen souscrit-elle à cette vision du pouvoir ?

N.L. : Je ne pense pas que Marine Le Pen arrive très idéologisée sur les relations internationales quand elle devient présidente du FN en 2011. Ce sont les idéologues radicaux de son parti qui lui fournissent une vision du monde, notamment par le biais d'hommes comme Emmanuel Leroy et Aymeric Chauprade, qui la poussent vers la Russie. Mais on voit bien une constance dans son idée politique des relations internationales : le monde unipolaire ce sont les Etats-Unis et le monde multipolaire c'est la Russie. Et c'est en cela que le pays est attrayant pour Marine Le Pen, qui raisonne essentiellement en matière de souveraineté. Tout ce qui est transnational, comme l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale du commerce ou l'Otan, lui est insupportable.

> «On présente facilement Vladimir Poutine comme le nouveau de Gaulle ou le nouveau Bonaparte.»
>
> **Olivier Schmitt** professeur de relations internationales à l'université du Sud-Danemark

O.S. : Ça ne va pas beaucoup plus loin que «l'impérialisme américain détruit les nations, donc la nôtre». Et donc par défaut quel est le modèle alternatif ? La Russie.

Finalement, Marine Le Pen est déjà proche de la Russie de Vladimir Poutine avant le prêt russe à son parti de 2014…

N.L. : C'est pour cela qu'on a choisi de faire l'historique de liens entre la Russie et l'extrême droite depuis 1917. Marine Le Pen n'a pas du tout une vision novatrice ou différente de ses prédécesseurs, elle puise justement dans des idées russophiles déjà présentes à l'extrême droite mais qui sont méconnues. De même que tout au long de sa carrière politique, Jean-Marie Le Pen n'a jamais tenu un propos xénophobe antirusse, la position de Marine Le Pen n'est pas une révolution, pas plus qu'elle est une vassalisation parce que des banques russes lui ont prêté de l'argent. Il y a des raisons doctrinales et idéologiques pour l'alignement de l'extrême droite française avec la Russie qui sont totalement rationnelles.

O.S. : Ce n'est pas un hasard si le FN s'adresse en 2014 à des banques russes, c'est aussi parce qu'il y a une convergence de vues. Les deux parties se renforcent. Même si pour certains membres du Front national de l'époque il y a une convergence entre des intérêts idéologiques et des intérêts plus personnels.

A contrario, Jordan Bardella semble moins marqué par cette admiration du pouvoir russe. On l'a vu notamment sur ses prises de position quant à l'invasion de l'Ukraine en mars 2022…

O.S. : Jordan Bardella a une plus grande souplesse idéologique sur les questions internationales, c'est plus quelqu'un qui réagit à l'instinct de ce qui peut marcher en matière de position élective et de sociologie électorale. La seconde invasion de l'Ukraine en 2022 est particulièrement mal ressentie par la population française. Une large majorité de cette dernière s'oppose à la guerre menée par la Russie et c'est notamment vrai chez les jeunes, un segment électoral ciblé par Jordan Bardella. Je pense qu'il fait un calcul très simple : si le RN est vu comme très russophile, il y a des risques de perdre des électeurs.

N.L. : Marine Le Pen a eu l'intelligence de comprendre que *«le point de détail» [la déclaration révisionniste de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz en 1987]* faisait perdre des électeurs et des militants et que cela empêchait de faire des alliances sans le moindre gain. Jordan Bardella et la Russie, c'est tout simplement l'étage d'après. Il pose sa stratégie ainsi : «Nous voulons nous intégrer au système, pourquoi voulez-vous qu'on s'embête avec des thèmes qui ne rapportent rien politiquement ?» Avec 126 députés, le RN a réglé la problématique financière, il n'y a plus de raison de maintenir des liens avec la Russie. Pour persister dans la russophilie, il faudrait que Jordan Bardella soit très convaincu idéologiquement. S'il est animé par un national-populisme sincère et qu'il est attaché à un affrontement mondial entre les Occidentaux et l'islam, cela s'arrête là.

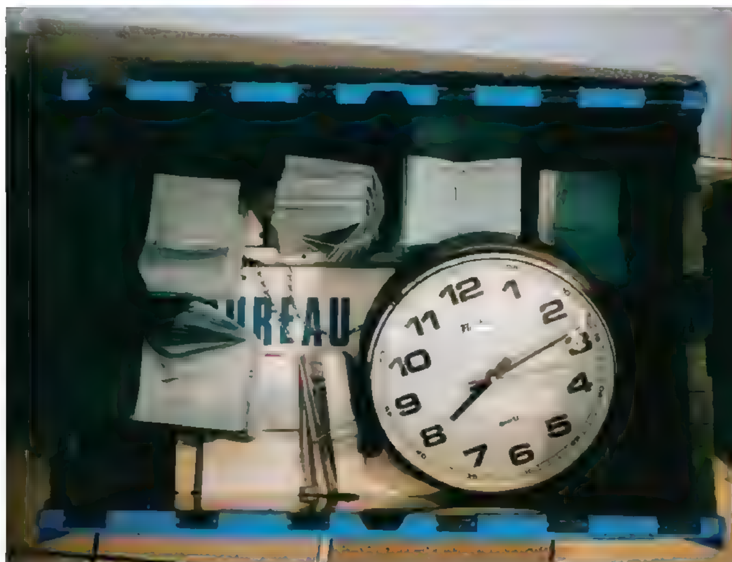
O.S. : Un exemple particulièrement parlant : l'eurodéputé Thierry Mariani, grand soutien de la Russie au sein du RN, s'est fait sortir de la commission des affaires étrangères du Parlement européen à l'initiative de Jordan Bardella.

Même à l'extrême droite radicale, la question du conflit ukrainien a provoqué une rupture entre les pro-russes et les pro-Ukraine. Pourquoi ?

N.L. : Il y a un conflit générationnel. La vieille garde se retranche derrière la position pro-russe tandis que la jeunesse radicale se range globalement derrière les Ukrainiens. Ceci tient essentiellement à mon avis à la question de l'ethnie : les Ukrainiens sont un peuple blanc homogène et la Russie un melting-pot avec sa part asiatique et musulmane. La vision ethniciste du monde est telle dans la jeunesse de la mouvance que la rupture est complète sur cette question. ◆



NICOLAS LEBOURG ET OLIVIER SCHMITT ***PARIS-MOSCOU. UN SIÈCLE D'EXTRÊME DROITE*** Editions du Seuil, à paraître le 6 septembre, 272 pp., 21 €.



Dans un bureau de vote de Lille, lors du deuxième tour des législatives, le 7 juillet. PHOTO STÉPHANE DUBROMEL

Pour une démocratie vivante, au travail comme dans la vie civile

Face à des Français épuisés par un pouvoir trop concentré et obnubilés par un système économique déséquilibré, le monde de l'entreprise doit amorcer sa révolution démocratique, pointe le chef d'entreprise Güney Degerli. Pour que le mal-être des salariés ne se répercute pas sur la vie citoyenne.

«A *voté.*» Deux mots qui résonnaient autrefois comme une promesse, un engagement, un droit conquis au prix le plus cher. Deux mots qui, désormais, s'échappent à peine des lèvres des Français, étouffés sous le poids d'un sentiment d'abandon qui semble irréversible. Ils n'y croient plus. Ils ne croient plus en ce jeu d'ombres, en ces rituels politiques qui leur apparaissent comme une mascarade d'un pouvoir confisqué par une poignée d'élitistes qui ne représentent qu'eux-mêmes. Comment pourraient-ils encore y croire, alors que *«rien ne change»* et que les promesses fanent aussi vite qu'elles sont prononcées? Le service public en déliquescence, le pouvoir d'achat s'érode, le pays s'enfonce dans le déclassement face aux grandes puissances, tandis que le populisme, comme une gangrène, s'étend sur le corps social. Chaque scrutin semble dénué de sens, galvaudé, vidé de sa substance – que ce soit le référendum trahi de 2005 ou les législatives pyromanes de 2024.

POUVOIR DÉSINCARNÉ ET SANS CAP

Et, pendant ce temps, le pouvoir se concentre davantage, sourd aux cris du peuple. La musique d'un pouvoir non représentatif des Français, accompagné de notes de fatalisme, sonne le glas d'une démocratie malade.

Le premier parti de France est devenu celui des abstentionnistes, ces millions de citoyens pour qui voter ne sert plus à rien, sinon à valider une farce sinistre où tous tirent à hue et à dia une couverture trop étroite pour en recouvrir le peuple, souverain d'un pouvoir qu'il n'a plus. Voilà notre réalité: un pouvoir désincarné, flou, sans cap, jouant à un *«en même temps»* destructeur, un pouvoir qui, perdu dans ses propres contradictions, administre sans gouverner, calcule sans vision, et s'approprie, au gré des réformes et des crises, le peu de souveraineté qu'il nous restait. Nos vies sont devenues des parenthèses, suspendues entre deux votes inutiles. Et même quand le peuple se lève, se fait entendre dans sa majorité, comme lors de la contestation de la réforme des retraites, le pouvoir matraque, refuse d'écouter, réprime la clameur de la rue comme il réprima jadis celle des gilets jaunes. Tout semble vain désormais, sauf ce sentiment d'abandon qui nous habite et nous tient la main vers des abîmes que nous devinons douloureux.

FAUSSES PROMESSES DE L'EXTRÊME DROITE

Regardons, maintenant, dans le miroir de notre société. Que voyons-nous? Une France botoxée à l'argent des marchés, qui se farde d'une démocratie malade pour cacher ses rides profondes. Une France où les mises en examen s'accumulent, où la polarisation des idées et des revenus grandit chaque jour, où les tensions s'exacerbent, où les rapports de force sont déséquilibrés, où le désengagement et la violence gangrènent nos vies. Ce reflet-là est aussi celui du monde de l'entreprise. Là, dans cet espace clos où la subordination est la norme, où la voix du salarié est souvent étouffée, on retrouve ce même délitement démocratique. Les maux sont les mêmes. Le parallèle est saisissant: la

> «Les salariés doivent pouvoir influer sur la vie de leur entreprise. Son action ne s'arrête pas aux portes de ses bâtiments.»

crise de notre démocratie trouve un écho direct dans celle de nos lieux de travail. Ou bien est-ce l'inverse? Nous ne savons plus, tant le mimétisme est criant.

Dans ce monde de l'entreprise, la violence des délocalisations n'a laissé que des plaies béantes dans le tissu social, et aux emplois qui ne peuvent être délocalisés, elle n'a réservé qu'un affaiblissement continu des conditions de travail.

La polarisation des revenus entre dirigeants et employés ne cesse de s'aggraver, creusant le fossé, amplifiant la fracture. Devant cette pente, les salariés se tournent vers les fausses promesses de l'extrême droite, espérant, dans un dernier geste désespéré, rééquilibrer les rapports de force. Mais l'histoire nous l'a enseigné: ce furent bien les libéraux – pro-entreprises – (par l'intermédiaire de Hindenburg et de Von Papen), pensant contrôler la bête, qui ouvrirent la voie à Hitler en 1933. Aujourd'hui encore, le parallèle s'impose de lui-même, alors que l'on assiste à la montée inexorable du Rassemblement national, reflet du désarroi d'une décennie marquée par l'ère jupitérienne.

L'Institut de recherches économiques et sociales le montre: le mal-être au travail se répercute directement sur la vie citoyenne. Il génère de l'abstention ou alimente le vote pour l'extrême droite. Ces résultats parlent d'eux-mêmes: des politiques publiques qui viseraient à donner aux salariés plus de pouvoir, plus de voix, dans leurs entreprises, auraient un impact significatif sur la vitalité démocratique de notre pays. Les employés et ouvriers qui, en majorité, se tournent vers le Rassemblement national ne cherchent pas tant à exprimer un choix politique qu'un cri d'alarme: ils veulent peser sur leur destin, trouver leur place dans la société, dans le monde de l'entreprise, obtenir un partage équitable du pouvoir et des ressources.

A l'image de notre démocratie, épuisée par un pouvoir trop concentré et obnubilée par un système économique déséquilibré, le monde de l'entreprise doit amorcer sa révolution démocratique. Les salariés doivent pouvoir influer sur la vie de leur entreprise. Et l'entreprise doit comprendre que son action ne s'arrête pas aux portes de ses bâtiments, mais qu'elle résonne dans la vie civile, dans la cité tout entière.

Ce parallèle entre la vie civile et la vie en entreprise ne fait que révéler le désir profond des Français d'avoir enfin leur mot à dire. Pour conjurer ce destin autocratique des entreprises, il nous faut proclamer haut et fort: démocratie au travail.

Car c'est là aussi, dans ces espaces où nous passons la plus grande partie de nos vies, que la démocratie doit retrouver son souffle. Redonner aux salariés une voix, un pouvoir de décision, c'est redonner à la démocratie sa vigueur. C'est permettre à nouveau d'entendre ces deux mots simples, *«a voté»*, comme une promesse et non plus comme une illusion.

Par **GÜNEY DEGERLI**



Patron d'une PME basée à Marseille

IDÉES/



ÉCRITURES

Par
TANIA DE MONTAIGNE

La to-do list de la fille bien

Partout dans le monde, des hommes bienveillants et des femmes charitables s'organisent pour que nous ne perdions pas de vue le droit chemin, celui des filles bien dont l'unique objectif est de faire des enfants.

Cher journal,
L'été m'a été profitable. J'ai appris beaucoup de choses et je sais désormais ce que je veux devenir : une fille bien. C'est ce qu'on peut espérer de mieux, non ? J'y travaille déjà et, Dieu merci, je suis très aidée par tout un tas de gens vraiment renseignés, des experts en la matière. Il est rassurant que notre avenir soit entre leurs mains. Après tout, ils savent mieux que personne à quoi ressemble une fille bien.

Début juillet, les députés polonais ont refusé de dépénaliser l'aide à l'avortement, plaçant, de fait, toute personne qui aiderait une femme à avorter sous le coup de trois ans d'emprisonnement. Fin juillet, une loi de la gouverneure républicaine de l'Iowa est entrée en vigueur et interdit la plupart des avortements après six semaines de grossesse. En août, le ministère afghan chargé de *«la prévention du vice et de la promotion de la vertu»* a allongé encore un peu plus la liste de ce qu'une femme ne peut pas faire. Les choses deviennent à présent beaucoup plus précises. J'attends avec impatience les nouvelles directives qui viendront d'Iran d'ici quelques semaines, nul doute que les instances dirigeantes sauront fêter dignement le deuxième anniversaire de la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre. Déjà, la mise en place du «plan de la lumière» en avril, opération destinée à remettre dans le rang les femmes non ou mal voilées, était un signal clair. Partout dans le monde, des hommes bienveillants et des femmes charitables s'organisent pour que nous ne perdions pas de vue le droit chemin, le chemin des filles bien. N'est-ce pas merveilleux ?

C'est un objectif enviable, désirable qui mérite qu'on fasse certains efforts. J'ai bien compris en quoi cela consiste et, à vrai dire, je trouve que ça n'est pas si compliqué que certaines et certains veulent bien le laisser entendre. Il y a juste quelques petites règles à connaître. Des principes qui, après tout, relèvent du bon sens. Rien que de bien naturel. Et, comme chacun sait, la nature fait toujours bien les choses. Une fille bien se doit de savoir quelle est sa place et s'y tenir. Tout dans son existence doit être tendu vers un seul et unique objectif, faire des enfants. De préférence des garçons. Car les filles bien savent que les garçons sont ce qu'on fait de mieux dans la vie. Pour parvenir à ce sommet de réussite, il est très important de :

– Ne pas avorter. Ça semble évident et, d'ailleurs, quelle fille bien voudrait faire une chose pareille ?
– Ne pas travailler. Mais, après tout, quel travail pourrait être plus passionnant que le fait d'être mère ? Se consacrer entièrement à cette tâche est un minimum.
– Ne jamais sortir seule. Le plus simple étant de sortir le moins possible sauf en cas d'extrême nécessité. D'ailleurs, les filles bien aiment avant tout rester à la maison. C'est là qu'elles se sentent le mieux. Ne dit-on pas «maîtresse de maison» ? Ne dit-on pas «fée du logis» ?
– Ne pas regarder un homme avec lequel on n'est lié ni par le sang ni par le mariage. De toute façon, les filles bien ne connaissent pas d'hommes et n'en côtoient pas. Elles se consacrent à leur mari.
– Ne pas prendre un taxi seule.
– Ne surtout pas aller à l'école, du moins pas après 12 ans. A quoi cela pourrait-il bien servir ?
– Ne pas porter de vêtements fins, serrés ou courts.
– Ne pas montrer son corps.
– Ne pas montrer son visage.
– Ne pas montrer ses cheveux.
– Ne pas montrer ses yeux.
– Ne pas se parfumer.
– Ne pas se maquiller.
– Ne pas parler à voix haute dans l'espace public. L'idéal étant de ne pas parler du tout. Une fille bien se doit d'être modeste, humble, ne pas trop se mettre en avant. La prétention est vulgaire. Et une fille bien est l'inverse de la vulgarité, c'est logique. La discrétion est le meilleur des chemins. Elle détourne du vice et mène à la vertu. Quoi de mieux ?
– Ne pas lire. Mais qu'est-ce qu'un livre pourrait bien apprendre à une fille bien ? Tout ce qu'elle doit savoir est dans la vie même, lire serait du temps perdu.
– Ne pas danser. Inutile.
– Ne pas chanter. Accessoire.

La liste me semble bien mais un peu courte. J'ai pensé qu'on pourrait y ajouter :
– Ne pas rire. Compte tenu de la tâche qui nous attend, ce devrait être assez simple.
– Ne pas penser.
– Ne pas vivre.

SIGNÉ COCO





«Beyrouth, 13 avril 1975» A bord du bus par lequel la guerre civile est arrivée

Le journaliste Marwan Chahine mêle, dans un récit-enquête, son histoire personnelle à celle de l'attaque contre un bus beyrouthin, élément déclencheur du conflit libanais.

Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

C'est un livre qui fera date dans l'histoire du Liban. Le journaliste Marwan Chahine y a consacré près de dix ans de sa vie, cherchant à reconstituer dans le moindre détail ce qui s'est réellement passé ce 13 avril 1975, lorsqu'un bus palestinien a été attaqué dans les faubourgs de Beyrouth par des miliciens chrétiens. Un événement qui aurait pu être considéré comme banal dans une région où les attaques sont fréquentes, sauf que celui-ci est resté dans l'imaginaire collectif comme le déclencheur de la guerre civile qui déchira le Liban pendant quinze années meurtrières. Pourquoi celui-ci et pas un autre? *Beyrouth, 13 avril 1975* pourrait être une simple enquête, mais ce livre est bien plus que ça et c'est ce qui en fait le charme. Ecrit à la première personne du singulier, il est une quête politique autant qu'une quête intime car l'auteur, de père libanais, se cherche autant qu'il cherche à comprendre ce pays qui est aussi le sien. «*Né en France d'une mère française, je me sentais plutôt français, assez du moins pour ne pas trop me poser de questions. En Libanais qui s'ignore, j'avais toujours pris plaisir à coller à l'image du bon Arabe, celui dont on oublierait presque qu'il en est un […]*, écrit Marwan Chahine. *La faute à ce prénom aussi: Marwan. Ma mère aurait préféré que je m'appelle Sylvain mais mon père tenait à ce que son fils aîné porte un nom arabe qui ne soit ni francophone ni assimilable à une communauté (on trouve des Marwan chez les musulmans, les chrétiens ou les druzes).*»

«PERSONNE NE VEUT PARLER»

Après avoir travaillé comme journaliste à Paris – pour *Libération* notamment – puis au Caire, Marwan Chahine s'est envolé un jour de 2015 pour Beyrouth avec l'envie de passer un certain temps dans l'appartement familial et d'y écrire un roman en faisant quelques piges car il faut bien vivre. Un soir d'errance dans les rues de la capitale, il tombe sur un vieux Libanais qui lui montre ses cicatrices, souvenirs de ce 13 avril 1975 où il a assisté à l'attaque du bus d'Ayn El Remmaneh que les Libanais appellent le «Bosta». Dès le lendemain, comme poussé par une force extérieure, le journaliste abandonne le roman et part à la chasse aux informations sur cet attentat.

A Beyrouth aux premiers jours de la guerre civile, le 15 août 1975.

LIVRES/

«J'ai pris du temps car je n'arrivais pas à savoir dans quelle direction aller, nous a-t-il confié de Marseille, où il vit en alternance avec Beyrouth. *Si je tournais ce livre de façon trop personnelle, ça risquait d'affaiblir l'enquête. Et si je racontais essentiellement l'enquête, ce serait trop froid. L'idée était de découvrir peu à peu comment cet événement était d'une certaine façon lié à mon histoire personnelle.»*
Il a bien pensé en faire une fiction mais *«sur cette affaire, il n'y a que de la fiction!»*, dit-il. Toutes les thèses s'affrontent, les livres d'histoire relatent tous cet épisode mais chacun à sa propre version. *«Il n'y a pas une mémoire de la guerre au Liban*, écrit-il, *mais une guerre des mémoires.»* D'où cette envie – qui deviendra presque obsessionnelle – de mener un travail d'investigation en retournant sur les lieux de l'attaque meurtrière et en essayant de retrouver tous les témoins et protagonistes de l'affaire. *«Pas facile car personne ne veut parler ou personne ne se souvient exactement*, dit-il. *Tout le monde pense qu'aucun passager n'a survécu, or c'est faux; que les passagers étaient tous palestiniens alors qu'il y avait des Libanais, etc. C'est pour ça que j'insiste beaucoup sur les faits et les détails. L'événement lui-même est un parmi tant d'autres, mais s'il a pris tant d'importance, c'est qu'il montre bien que tous les éléments étaient là pour que la guerre éclate.»*

«À L'INTERSECTION DE L'ORDRE ET DU CHAOS»

Pour contrer les difficultés, mais aussi la peur et parfois même les menaces, Marwan Chahine recourt beaucoup à l'autodérision, se mettant en scène, *«un Européen avec une vague tête d'Arabe»*, sans s'épargner. *«Me moquer de moi-même me donnait le droit d'entrer dans la vie des gens. Ce n'était pas facile. Je fais quoi avec une femme qui croit que son père est mort en super-héros alors qu'il a été tué bêtement? Pour avoir le droit de raconter leurs vies, il fallait que je m'expose.»* C'est ce qu'il fait et on est vite happé par ce double cheminement. L'accumulation des détails, comme la précision du cadastre ou le décompte des secondes qui ont précédé ou suivi le drame, peut parfois paraître ardue, mais c'est intentionnel. *«M'adressant à des Libanais, les détails sont importants. Comme c'est le seul livre qui documente cet événement, j'avais envie que tout soit extrêmement rigoureux.»*
Si l'écriture de ce livre lui a pris tant de temps, c'est qu'elle est parfois entrée en collision avec la vie du pays. *«Jusqu'en 2019 et les manifestations populaires contre le pouvoir, je me suis inscrit dans la dynamique géniale d'une population qui avait envie de se réapproprier son passé. A partir de 2019, j'ai assisté à l'effondrement de tout un pays. Au point que, à un moment, je me suis demandé à quoi ça servait de raconter mon histoire de bus. Il n'y avait même plus de perspective politique.»*
Ce délitement du politique était palpable dès 1975, c'est là le point intéressant, et il n'a cessé de s'accélérer depuis lors. *«A y regarder de plus près, on assiste ce 13 avril 1975 à une dissolution accélérée de l'autorité. La situation échappe à tout le monde, plus personne ne contrôle rien: l'Etat libanais reste passif face aux milices, les dirigeants de Kataëb* [parti politique essentiellement chrétien fondé par Pierre Gemayel, ndlr] *se font déborder par leur base et les jeunes militants sont eux-mêmes pris de court par les chabeb du quartier* [les jeunes], écrit Chahine. *Résultat des courses, un attentat que même les plus belliqueux d'entre eux n'auraient pas osé fomenter. Ni réellement intentionnel, ni tout à fait accidentel, ou peut-être un peu des deux à la fois. Ce qui se produit […] au milieu de cette journée ensoleillée de printemps se joue aussi à l'intersection de l'ordre et du chaos, du hasard et de la nécessité. Et c'est bien pour cela que le drame d'Ayn El Remmaneh est d'abord et avant tout une tragédie.»* Ce livre aura permis à Marwan Chahine de raconter une histoire sociale et politique du pays et, par là même, de se rapprocher enfin de ce père avec qui jusqu'alors il partageait si peu. ◄

MARWAN CHAHINE **BEYROUTH, 13 AVRIL 1975. AUTOPSIE D'UNE ÉTINCELLE** Belfond, 560 pp., 22 € (ebook: 15,99 €). En librairie le 12 septembre.

Un roman inspiré du même attentat

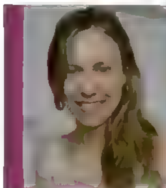
Dans le premier tome d'une trilogie qui plonge dans les déchirements du Liban, Frédéric Paulin raconte, à travers une foison de personnages, la naissance du Hezbollah.

Alors que le Moyen-Orient est à feu et à sang, plusieurs livres de cette rentrée littéraire décortiquent les racines de ce chaos. Y compris sous forme de fiction. Frédéric Paulin, qui a toujours considéré le roman noir comme *«un roman engagé»*, publie ainsi chez Agullo le premier tome d'une trilogie sur le Liban et les conflits qui ne cessent de le déchirer. *Nul ennemi comme un frère*, le premier tome, démarre le 13 avril 1975, au moment de l'attentat contre le bus transportant des Palestiniens décortiqué par Marwan Chahine *(lire ci-contre)*. Attentat qui marque le début de la guerre civile. C'est un roman écrit d'un souffle, sans chapitre, sur un rythme aussi fou que les mitraillages incessants entre leaders ou simples exécutants des confessions qui peuplent le pays. Entre maronites, druzes, Palestiniens, chiites et leurs milices, le début peut apparaître complexe mais c'est à l'image du Liban. Le rythme est si haletant et on s'attache tant aux personnages que cette première impression se dissipe vite. Ça défouraille à tout va, il faut avoir le cœur solide ou être un habitué de la région, l'ami d'hier devient vite l'ennemi du jour et redeviendra peut-être l'ami de demain… S'il n'est pas tué avant.

Plongeon. Lire ce roman aujourd'hui est très instructif car on y voit naître le Hezbollah, littéralement «le Parti de Dieu», qui va peu à peu supplanter le mouvement Amal de Nabih Berri. *«La connexion entre les chiites résistant à Beyrouth et les chiites encadrés par les pasdaran dans la Bekaa s'est réalisée lorsque les soldats israéliens ont envahi le Liban*, écrit Frédéric Paulin. *Car voilà ce qui unit fondamentalement les membres du Hizbu-llah en formation: résister à Israël. Ça inquiète parfois Al-Amine et certains de ses amis, mais l'objectif des chefs des différentes factions qui se sont rassemblées n'est pas d'importer la révolution iranienne. L'objectif est de combattre et seulement de combattre l'ennemi juif – en respectant l'islam et les recommandations de l'imam Khomeini, mais sans pour autant créer un véritable parti politique.»* On fait aussi un plongeon dans les années Giscard et Mitterrand et l'on (re)découvre les liens incestueux noués entre certains chefs de clans et la France, mais aussi les différentes tentatives d'exporter la guerre civile dans l'Hexagone, les premiers attentats (notamment le Drakkar à Beyrouth) et les magouilles. Paulin est bien informé, on voit passer tous ceux qui, au sommet de l'Etat, dans l'ombre ou la lumière, ont eu affaire au pays du Cèdre.

Absurdité. La force de Paulin, c'est d'avoir su insuffler du romanesque dans cette pétaudière. On y croise notamment un diplomate français amoureux d'une chiite libanaise, un maronite marié à la fille d'un député varois proche de Chirac, laquelle (juge aux affaires terroristes) sera convoitée par deux Français travaillant pour deux services de renseignement différents: le SDECE (Service des renseignements extérieurs français), qui deviendra la DGSE en 1982, et les Renseignements généraux. C'est ça qui nous empêche de lâcher ce livre: les rapports humains complexes, les destins fracassés par un haussement de sourcil ou une parole mal contrôlée, l'absurdité de la guerre, et particulièrement de celle-ci. Le deuxième tome sera publié en février et le troisième en septembre 2025. On y retrouvera les attentats iraniens à la bombe dans Paris, les assassinats par Action directe du général Audran en 1985 puis de Georges Besse (le patron de Renault) en 1986 et enfin les otages français du Liban. La trilogie se terminera avec les accords de Taëf en 1989.
Paulin écrit ses romans noirs sans sortir de sa maison près de Rennes, à l'aide de documentation et d'informateurs. On lui doit déjà une formidable *Trilogie Benlazar* qui remonte à la source du terrorisme jihadiste, de la victoire des islamistes en Algérie en 1992 jusqu'aux attentats de *Charlie Hebdo* et du Bataclan en 2015. Un boulot précieux.
A.S.

FRÉDÉRIC PAULIN **NUL ENNEMI COMME UN FRÈRE** Agullo, 480 pp., 23,50 € (ebook: 13,99 €).



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, rencontre avec Louise Chennevière autour de *Pour Britney* (P.O.L), texte qui mêle la trajectoire de la chanteuse américaine à celle de l'écrivaine québécoise Nelly Arcan (1973-2009) pour raconter une même histoire de souffrance et de libération. PHOTO ANNA PROKULEVICZ. P.O.L

LIVRES/



Dans l'atelier de Marie Bashkirtseff (1881). PHOTO HERITAGE IMAGES. AURIMAGES

«Elèves et maîtresses», des femmes à l'art libre

Accompagné d'une iconographie soignée, l'ouvrage collectif dresse un panorama de l'enseignement artistique au féminin de 1849 à 1928, au sein d'ateliers de renom d'où émergèrent des figures reconnues.

Cessons, préconise ce livre aux 15 signatures, de revenir sans cesse, serait-ce à juste titre, sur l'iniquité faite aux femmes artistes. Interdites de s'inscrire à l'Ecole des beaux-arts jusqu'à la fin du XIXe siècle, celles-ci sont privées du seul apprentissage censé former de futurs «grands peintres», ce qu'aucune ne serait donc devenue. De fait, si cette exclusion genrée a freiné leur épanouissement et si l'androcentrisme persiste au niveau de l'enseignement artistique, deux données essentielles ne doivent pas être oubliées. D'une part, la majorité des hommes peintres n'a pas été formée dans cet établissement; d'autre part, nombre de ces créatrices en herbe entrèrent, comme eux, dans des ateliers de renom, dirigés par des hommes qui ouvrirent des cours réservés à leur sexe – bienséance oblige –, ainsi celui de Félix-Joseph Barrias ou celui des Dames, avec à sa tête, tour à tour, Carolus-Duran et Jean-Jacques Henner, lequel fascine son élève Dorothy Tennant.

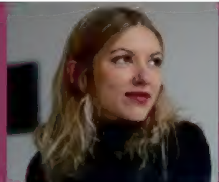
Oubli. L'obstination à approfondir leurs savoirs caractérise ces jeunes femmes, convaincues de leur vocation, si contraire à celle, prétendue naturelle, de mère, tout comme leur volonté à imposer leur originalité créative, ce que parvient à faire Juliette Roche, inscrite en 1911 à l'Académie Ranson. Ce fut parfois en dépit de maîtres peu enclins à accepter que le talent n'ait pas de sexe. Exemple étonnant, celui de Gabriel Ferrier, professeur de la réputée Académie Julian, immortalisée par les pinceaux de Marie Bashkirtseff (*Dans l'atelier*, 1881), qui dénigre ses propres élèves, estimant que *«c'est ridicule de laisser concourir les femmes, elles n'entendent rien à la peinture, elles n'arrivent jamais à rien, même les plus douées»*. Les autrices déplorent que ce parcours, certes de combattantes, ait invité l'histoire de l'art à les héroïser, à *«n'interpréter leurs choix, leurs goûts, leurs comportements que comme des conséquences de leur volonté de résistance à la minorisation subie en tant que femmes»*. In fine, insister sur les difficultés rencontrées par ces artistes contribue à faire perdurer l'oubli dans lequel nombre d'entre elles sont tombées après leur mort, mais aussi à nier qu'elles furent, en leur temps, intégrées dans le monde professionnel, comme productrices d'œuvres reconnues pour leurs qualités ou enseignantes respectées pour leur valeur pédagogique, voire admirées pour leur double statut, telle Rosa Bonheur. Future première peintre décorée de la Légion d'honneur par la volonté féministe de l'impératrice Eugénie, elle succède à son père à la tête de l'Ecole nationale de dessin pour les jeunes filles en 1849 – date à laquelle s'ouvre cette belle étude. Elle se distingue par «la masculinité» de ses méthodes qui séduisent ses élèves. Le parcours se clôt après le décès, en 1924, d'Amélie Beaury-Saurel, directrice de l'Académie Julian, fondée par son mari.

Tout-Paris. Si l'appui familial a mis le pied à l'étrier de ces deux exemples, ce ne fut pas toujours le cas. Ce lien n'empêche nullement de se demander si le genre intervient dans la transmission et la réception des savoirs, comme dans la relation – «Autorité, respect, fascination» – entre élèves et maîtresses, louées pour leur dévouement, que certains relient, avec ironie, à leur fréquente condition de «vieilles filles». Toutes, loin s'en faut, n'eurent pas la notoriété de Madeleine Lemaire, passée à la postérité pour avoir créé plus de roses en peinture que Dieu en nature, selon Alexandre Dumas fils, et pour son salon qui attirait le Tout-Paris. Le livre rappelle, enfin, l'importance de son enseignement au Muséum d'histoire naturelle pour le cours de dessin appliqué à l'étude des fleurs (suivi par Marie Laurencin) et dans son Université des arts. Sa réputation rassure les familles de la haute société, opposées à la présence de leurs filles dans les écoles de dessin de la capitale, où celles des classes modestes se forment aux métiers liés aux arts décoratifs.

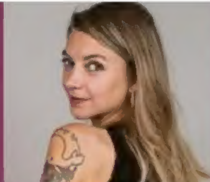
En faisant leur la question, si souvent posée par les historien·nes des femmes, «Qui se souvient de…?», les autrices font (re) découvrir, à travers une iconographie soignée (qu'on aurait souhaitée souvent en pleine page), la production d'artistes et l'influence de leurs enseignantes, celle de la *«grande maîtresse en miniature»* Gabrielle Debillemont-Chardon (1860-1957) sur une Bessie Gibson ou Marguerite Martinet.

YANNICK RIPA

MARION LAGRANGE et ADRIANA SOTROPA (sous la direction de) ***ÉLÈVES ET MAÎTRESSES. APPRENDRE ET TRANSMETTRE L'ART (1849-1928)*** Presses universitaires de Bordeaux, 128 pp., 29 €.



Rendez-vous Les fratries féminines n'ont pas de nom commun. Blanche Leridon analyse cette lacune de la langue française dans *le Château de mes sœurs* (Les Pérégrines, «Genre !») en allant des *«Brontë aux Kardashian»*. Elle parle ce jeudi à 19 heures de cette *«forme d'archéologie de la sororité»* à la librairie Nordest (34 bis, rue de Dunkerque, 75010). PHOTO TONY TRICHANH



Rencontre La librairie le Monte-en-l'air propose une rencontre ce jeudi à 19 h 30 avec Lucile Novat autour de son essai *De grandes dents, enquête sur un petit malentendu* (la Découverte «Zones»), qui dissèque le fameux conte du *Petit Chaperon rouge* et y trouve des pistes d'interprétations inexplorées. 2, rue de la Mare, 75020. PHOTO CHARLOTTE KREBS

Suzanne Lallemand, enfanter la pensée

La revue «Journal des africanistes» consacre son dernier numéro à l'anthropologue spécialiste de la parentalité en Occident et au-delà.

En 1981, Suzanne Lallemand, associée à Guy Le Moal, écrivait dans «Un petit sujet» *(Journal des africanistes)*, un article qui a fait date: *«Dans le domaine de l'enfance […], une autre source d'information pourrait être l'étude de la parenté ; en effet elle implique les rapports intergénérationnels de l'enfant aux ascendants, du petit-fils au grand-père, du neveu à l'oncle utérin.»* Ce sont les lignes emblématiques de cette revue qui montrent à quel point les textes de Suzanne Lallemand ont apporté un socle de savoirs et de connaissances qui ont éclairé avec pertinence les réalités de la parentalité, tant celles des sociétés exotiques que celles de l'Occident actuel.

Dans le numéro de juin, plus de dix chercheurs rendent hommage à Suzanne Lallemand. Un article intéressant de Doris Bonnet, «Quand la stérilité interroge la nature des liens familiaux», prolonge, sur le thème du *«faire famille par le confiage d'enfant»*, le livre majeur de l'anthropologue, *la Circulation des enfants en société traditionnelle. Prêt, don, échange* (l'Harmattan, 1993). L'autrice avait inventorié différentes formes de mobilité enfantine au-delà même de l'Afrique: quand par exemple un couple est en manque de descendance, quel transfert ou stratégie d'enfantement d'enfant se joue alors? S'inscrit-il dans la filiation ou dans l'alliance? Une question chère aux anthropologues… Les femmes camerounaises étudiées par Doris Bonnet font des fécondations in vitro en cas d'infertilité, ce qui ne les empêche pas d'accueillir un «enfant confié» à leur domicile – une stratégie qui renforce l'alliance entre deux familles.

Une bibliographie exhaustive montre le cheminement scientifique de l'anthropologue dont le fil rouge se déploie à partir du soi-disant *«petit sujet»* qu'est l'enfant : un *«fait social total»*, selon l'expression de Laurence Pourchez – qui constitue un révélateur de nombreux problèmes de société (déperdition des savoirs, problèmes associés à la parentalité…). Lallemand n'a pas ignoré la psychanalyse depuis son inclination première pour la psychologie. Elle se situe ainsi comme une chercheuse majeure en sciences humaines dans la lignée de Bronislaw Malinowski, Margaret Mead et d'autres illustres anthropologues.

GENEVIÈVE DELAISI DE PARSEVAL

JOURNAL DES AFRICANISTES «ENFANTS, ENFANCE ET ETHNOLOGIE. AUTOUR DE L'ŒUVRE DE SUZANNE LALLEMAND» Société des africanistes. 426 pp., 35 €. Africanistes.org



***Diane chasseresse* à la Cité de l'architecture.** M. SEMENIAKO. SIGNATURES

Un voleur à l'œuvre

Michael Finkel dresse un portrait enquêté de Stéphane Breitwieser qui invoquait l'amour de l'art pour justifier le vol de près de 200 tableaux et sculptures dans des musées.

Lorsque le gardien de la Maison Rubens, en Belgique, quitte sa chaise pour aller déjeuner, Stéphane Breitwieser s'avance vers une statuette *«haute de 25 centimètres»*. Le couteau suisse est au fond de la poche de son manteau, il s'apprête à enlever les deux vis de la vitrine en plexiglas quand Anne-Catherine Kleinklaus toussote. Sa compagne, habillée en Chanel et Dior, surveille *«tantôt debout, tantôt assise sur un banc ; elle affiche toujours une sorte d'indifférence détachée tout en s'assurant d'avoir une vue dégagée sur le couloir»*. Personne ne le remarque placer entre sa chemise et son pantalon la sculpture de Georg Petel, *Adam et Eve*.

Ivoire. C'est seulement après avoir rejoint sa chambre au dernier étage d'une *«maison modeste […] en banlieue de Mulhouse»* qu'il prend plaisir à l'observer. Il tend la main vers sa table de chevet pour caresser *«les ondulations des cheveux d'Eve, les écailles du serpent, les nœuds de l'arbre»* ; l'ivoire lui glace les doigts. Il cherche la chaleur dans les tons ocre des tableaux volés de Cranach, Van Mieris… accrochés aux murs. Il n'y a plus un espace vierge, tout est recouvert de *«portraits, paysages, marines, natures mortes, allégories, scènes rurales, pastorales»* datant essentiellement de la Renaissance tardive.

Stéphane Breitwieser agit, se fiche de l'argent, seule compte sa volonté de libérer l'art. C'est la beauté, on y revient, qui le conduit. Il doit s'en entourer et, d'un regard à l'une de ses quelque 200 œuvres, dérobées entre 1995 et 2001, frissonner. Il veut sentir ses sens s'exacerber et ses pensées s'agiter. Dès l'exergue, la réflexion est résumée avec une phrase d'Oscar Wilde : *«L'esthétique est supérieure à l'éthique.»* Son capital culturel est quant à lui supérieur à 1,5 milliard d'euros. Pour les policiers suisses et français en charge de l'affaire, si l'intention existe, elle est corrélée à l'argent. Plus nuancé, Michael Finkel se surprend à voir en Breitwieser, après quatre rendez-vous au restaurant ou au musée, son potentiel (raté) pour *«être professeur d'histoire de l'art»*, dit-il à *Libération*. Il lui a fallu plus de dix ans pour en arriver à cette conclusion après avoir *«contacté la cour et interrogé les enquêteurs, les avocats de Breitwieser, de sa mère, de sa petite amie»*. Avant d'ajouter: *«J'ai également échangé avec des experts dans le vol d'art et des professeurs d'art.»*

«Folie». Il y a près de quarante ans, Stéphane Breitwieser volait sa première pièce. Il explorait *«les ruines de forteresses médiévales»* pour déterrer des *«carreaux de terre cuite ou des morceaux d'arbalètes»*. Ce jour-là, sans le préméditer, son grand-père qui l'accompagnait déclenche *«une série de casses»*. Il faut dire que le môme se sent bien quand il joue à l'archéologue ou au guide conférencier. A la maison, pas vraiment. Ses parents – un père cadre commercial, une mère infirmière – se séparent. Avant, ils l'emmenaient au musée où il pouvait se trouver *«un coin tranquille, à l'abri du regard des gardiens, et promenait ses mains sur les sculptures et les tableaux pour en sentir les minuscules irrégularités et imperfections»*.

Breitwieser reste vivre avec sa mère au milieu des nouveaux meubles Ikea, son père emporte ceux de valeur. Il ne le supporte pas, sa mère en pâtit. Mais il faut dire qu'elle semble se venger le 20 novembre 2001, jour de l'arrestation de son fils. Il a 30 ans. Elle balaie *«d'un geste rageur le dessus des meubles»*, envoie *«des dizaines d'objets s'écraser par terre»*, arrache *«les tableaux des murs»* sur *«un coup de colère»*, une *«folie destructrice»*. *«Un grand nombre»* termine au bûcher ou à l'eau, sans *«aucun remords»*. Stéphane Breitwieser est condamné à quatre ans ferme.

CHARLINE GUERTON-DELIEUVIN

MICHAEL FINKEL
LE VOLEUR D'ART. UNE HISTOIRE D'AMOUR ET DE CRIMES
Traduit de l'anglais par Julie Sibony. Marchialy. 350 pp., 23 € (ebook : 17, 99 €).

Ratio nostalgie

Billy Crawford Le danseur et chanteur américano-philippin, ex-icône des années 2000, s'apprête à remonter sur scène avec les tubes qui l'ont fait connaître.



La célébrité est, à nos yeux, un mystère sans cesse renouvelé. Billy Crawford, 42 ans, se tient face à nous dans le hall d'un grand hôtel parisien près des Champs-Elysées. Il pose pour la photographe de *Libé*, alternant les sourires et les moues plus énigmatiques. Le chanteur américano-philippin porte la casquette à l'envers, il a une grosse chaîne autour du cou aux initiales «BC», une montre de luxe au poignet gauche et ses membres supérieurs sont couverts de nombreux tatouages, dont un de son chat désormais décédé, sur sa main. Dans la vraie vie, il aurait sans doute l'air d'un quadragénaire un peu ringard, mais ici, ce n'est pas la vraie vie. L'époque actuelle faisant plus que jamais le tri entre deux types de personnes, ceux que l'on interpelle pour leur demander un selfie et les quidams. Billy Crawford est à ranger dans la première catégorie – ce qui lui autorise toutes les excentricités. D'ailleurs, une des serveuses des lieux interrompt subrepticement la séance photo. Elle lui lance, dans un regard tendre: *«Vous êtes une star, vous êtes toute mon enfance.»*

LE PORTRAIT

A quoi cela tient-il d'être une star? Billy Crawford est l'homme d'un seul hit, *Trackin*, diffusé pour la première fois sur les ondes FM en 2001 et véritable succès en Europe – plus particulièrement en France, d'où tout est parti. *«Ma maison de disques était sur le point de me laisser tomber. Une personne de l'antenne française ne le savait pas et a donné le disque à NRJ. Ils ont diffusé la chanson plusieurs fois en une journée, en pensant que c'était le nouveau titre de Michael Jackson. Les auditeurs ont appelé pour demander: "C'est qui?"»* se souvient-il. Après cela, le titre reste en haut du top 50 pendant plusieurs semaines et ce jeune inconnu plutôt beau gosse aux yeux légèrement en amande – sa mère est d'origine philippine et son père américain – devient rapidement une icône pour les ados de l'Hexagone. Avec un ami, il imagine une choré *«à la macarena»*, quelques mouvements des bras simples à retenir, au point qu'on lui demande encore et encore de danser, vingt-trois ans plus tard. *«C'est parfois ennuyeux de refaire toujours la même chanson, mais c'est une bonne histoire»*, reconnaît-il.

Ce succès, il le doit en partie au lien présumé qu'on lui a attribué avec Michael Jackson. Longtemps présenté comme l'un des petits protégés du roi de la pop, il n'en fut rien en réalité. Il fut seulement invité à danser une fois avec lui sur la scène des MTV Music Awards, en 1995, sans même avoir pu lui adresser la parole. Mais en France, c'est son histoire d'amour avec l'autre immense star des boutonneux des années 2000, Lorie (Pester), qui le propulse en icône de son époque. Le couple, sorte de Britney Spears et Justin Timberlake à la française, est suivi en permanence par des paparazzis: à la sortie du restaurant, lors de leurs vacances, à leurs domiciles… *«C'était chaotique, c'était même dur de bouger quelque part. J'ai commencé à boire régulièrement du whisky, de la bière et à prendre du poids, je faisais 93 kilos»*, regrette le chanteur. Après leur séparation, il quitte la France avec sept valises et décide de disparaître aux Philippines. Il pose un mot sur ce qu'il a vécu: *«burn-out»*. *«C'était une période sombre, c'est sérieux la dépression. J'ai voulu en finir à ce moment-là»*, poursuit Billy Crawford, impassible. Jusqu'au déclic, il y a cinq ans, lorsqu'il est arrêté à Manille pour une bagarre dans un bar et passe la nuit en prison. A sa sortie, encouragé par sa fiancée Coleen Garcia, une célèbre actrice philippine, il arrête l'alcool, la cigarette et suit un régime: *«Elle m'a récupéré. Depuis ce jour, je me dis que j'ai trouvé quelqu'un de plus fort que moi.»*

16 mai 1982 Naissance à Manille (Philippines).
2001 Succès de son morceau «Trackin».
2022 Victoire à *Danse avec les stars* en France.
Septembre 2024 Tournée «I Gotta Feeling».

Après son succès en France, Billy Crawford est devenu une icône aux Philippines. Là-bas, il présente encore aujourd'hui de nombreuses émissions télé populaires, jouant le rôle de l'animateur bienveillant et cool à la Nikos Aliagas. Avec sa femme, ils incarnent le couple glamour sur les réseaux sociaux. Même si, de l'aveu du chanteur, sur leurs îles, c'est désormais elle la véritable vedette. Il se marre: *«Coleen a 10 millions de followers sur Instagram. J'en ai 3 millions.»* En France, quelque chose demeure tout de même inexpliqué. Chaque fois qu'il y revient, comme en 2022 pour l'émission *Danse avec les stars*, qu'il a remportée, il retrouve une ferveur presque intacte. Les ados qui l'ont adulé sont désormais des adultes, mais ils chérissent encore les icônes de leur jeunesse avec cet air de mélancolie pour une époque pas si lointaine où, vu d'aujourd'hui, tout paraissait plus simple. Ce qui lui vaut d'être programmé dans des soirées surfant sur la nostalgie des années 2000, comme la tournée «I Gotta Feeling» qu'il effectue à partir de début septembre aux côtés d'Alizée ou de Colonel Reyel. *«J'ai un lien particulier avec la France, c'est vrai. Dans dix ans, je serai capable d'avoir une maison sur la Côte d'Azur avec ma famille car c'est mon rêve. Là-bas c'est relax, il y a la mer, la montagne…»* sourit ce grand fan de basket et admirateur du jeune Français Victor Wembanyama.

Voilà plus d'une heure trente que l'on échange avec Billy Crawford et à l'observer, on a ce sentiment tenace de ne jamais pouvoir percevoir autre chose que ce qu'il souhaite nous montrer. Il est toujours là où on l'attend, serviable, souriant, affable, portant son costume de vedette à merveille. Pourquoi en serait-il autrement? Tout, dans sa vie, a toujours été programmé pour qu'il tienne ce rôle. A 3 ans, il est repéré par un réalisateur philippin et passe à la télévision plusieurs fois. *«A 5 ans, j'ai compris que c'était un vrai job à plein temps. Enfant, j'ai fait près de 20 films»*, complète-t-il. Adolescent, il déménage aux Etats-Unis, écume les compétitions d'enfants stars pour y devenir célèbre. Une vie organisée autour du succès: *«Depuis que je suis très jeune, c'est devenu une part de ma vie et c'est toujours un plaisir pour moi de performer»*, appuie celui qui croit en Dieu mais refuse de dévoiler ses opinions politiques. Si un jour l'engouement devait disparaître, le chanteur souhaiterait transmettre. Il pourrait ouvrir une école pour apprendre aux enfants à danser et chanter. A commencer par son fils de 4 ans, Amary, né de son union avec Coleen Garcia. *«Il est plus connu que ma femme et moi. Parfois ses grands-parents l'emmènent au centre commercial, et on l'arrête tout le temps pour prendre des photos»*, s'amuse l'artiste. Est-ce que cette notoriété grandissante fait peur à Billy Crawford? *«Un peu, mais mon fils aime ça.»*

Par **GURVAN KRISTANADJAJA**
Photo **EMMA BURLET**

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les département d'habilitation de LIBERATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 379 € HT - Société par actions simplifiée (SAS) 189€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT · Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 118€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors consitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0.232 € HT).

Avis divers

ALLIMAND

Société Anonyme au capital
de 9.922.524 €
Siège social : 1250 avenue Jean Jaurès
38140 RIVES
061 502 274 RCS GRENOBLE

**AVIS PRÉALABLE
LA MISE EN VENTE
D'ACTIONS EN DÉSHÉRENCE**

Aux termes du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration en date du 28 mai 2024, le Conseil d'Administration de la société ALLIMAND a constaté que l'action de la société JEAN d'HEURS rcs n°351 154 364, est inconnue du teneur de compte et que ce dernier n'a pas été atteint par les convocations aux Assemblées Générales depuis plus de dix (10) ans.

Le Conseil d'Administration de la société ALLIMAND invite les ayants droit de l'action en déshérence à faire valoir leurs droits dans le délai d'un (1) an à compter de la publication du présent avis, faute de quoi la société ALLIMAND procédera à la vente publique de l'action à l'expiration dudit délai, conformément à la possibilité qui est offerte à la société ALLIMAND par le Code de Commerce.

A dater de cette vente, les ayants droit ne pourront plus prétendre qu'à la répartition en numéraire du produit net de la vente qui sera tenu à leur disposition pendant dix (10) ans sur un compte bloqué dans un établissement de crédit.

A l'expiration de ce délai de dix (10) ans, le produit net de la vente des actions sera tenu à la disposition des ayants droit pendant vingt (20) ans à la Caisse des Dépôts et Consignations.

75 PARIS

Constitution de société

Avis de constitution Avis est donné de la constitution de la EURL COM'ON. Capital social de 1 000 €. Siège : 66 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES 75008 PARIS. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de PARIS. Objet social : La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : - Le contrôle, la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles ou financières. - L'acquisition, la propriété, l'administration et la vente de tous immeubles. - L'acquisition, la gestion et la vente de toutes valeurs mobilières. - La prestation de services, en matière de gestion, d'administration, d'organisation, de direction de toute société ou structure de quelque nature qu'elle soit. Le montant des apports en numéraire s'élève à 1 000,00 €. La cession des parts de l'associé unique est libre. Gérant : Monsieur Alexandre KLEIN, demeurant 69 RUE VICTOR HUGO 60280 MARGNY LES COMPIEGNE

Divers société

INDUSTRIES DU CUIR SARL
SARL au capital de 7622,45 €
Siège social :
45 RUE DE WATTIGNIES 75012 Paris
331 355 107 RCS de Paris
L'AGE du 30/06/2024 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, Mme GUEGUEN Annick, demeurant 5-7 Rue de la Lancette 75012 Paris pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour.
Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Paris.
Radiation au RCS de Paris

INDUSTRIES DU CUIR SARL
SARL au capital de 7622,45 €
Siège social :
45 RUE DE WATTIGNIES 75012 Paris
331 355 107 RCS de Paris
L'AGE du 30/06/2024 a décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidateur Mme GUEGUEN Annick, demeurant 5-7 Rue de la Lancette 75012 Paris, et fixé le siège de liquidation au siège social.
Mention au RCS de Paris

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr

JEUDI 5

De fortes pluies orageuses concernent la façade Est alors que le temps est plus sec à l'Ouest.

L'APRÈS-MIDI Les pluies et les orages se maintiennent à l'Est alors que le temps est plus calme avec des éclaircies à l'Ouest. Les températures sont 2 à 6 °C au-dessus des normales.

VENDREDI 6

L'anticyclone pourrait se maintenir au Nord, apportant un temps sec alors qu'au Sud averses et orages se poursuivraient.

EN SOIRÉE Risque orageux persistant en Méditerranée, des averses en bord de Manche. Le temps sera plus calme ailleurs.

-10/0° | -1/5° | 6/10° | 11/15° | 16/20° | 21/25° | 26/30° | 31/35° | 36/40°

Soleil · Éclaircies · Nuageux · Pluie · Couvert · Orage · Pluie/neige · Neige

Agitée · Peu agitée · Calme · Fort · Modéré · Faible

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	15	23	Lyon	18	21	Alger	21	27
Caen	13	20	Bordeaux	14	19	Berlin	21	30
Brest	11	18	Toulouse	13	21	Bruxelles	15	24
Nantes	13	19	Montpellier	17	27	Jérusalem	18	28
Paris	16	22	Marseille	19	25	Londres	13	20
Strasbourg	18	25	Nice	20	23	Madrid	14	26
Dijon	17	21	Ajaccio	21	23	New York	13	25

Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois (spéciaux), Frédéric Béziaud (prépresse), Laure Bretton (JO), Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine: 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5368 MOYEN

5			8	2	9		4	3
	2	9			1	5	6	
	3		5		7		9	
9		2				4		6
				8				
7		8				2		1
	8		6		4		1	
	9	7				6	5	
4			9		3	7	2	8

SUDOKU 5368 DIFFICILE

5			3		6		9	1
				5				
		7	9	8	1	4		
7		1				5	2	3
	3	8				1	4	
4		6				8		9
		3	2	4	8	9		
				1			3	
1			5		3			4

Solutions des grilles précédentes

MOYEN

1	3	9	6	2	4	5	7	8
2	4	5	3	7	8	9	6	1
7	6	8	9	1	5	2	3	4
5	7	3	4	6	9	1	8	2
6	8	1	2	5	3	7	4	9
9	2	4	7	8	1	6	5	3
3	9	6	1	4	7	8	2	5
4	5	7	8	9	2	3	1	6
8	1	2	5	3	6	4	9	7

8	9	3	2	4	1	5	6	7
6	1	4	5	3	7	8	9	2
2	5	7	6	8	9	1	3	4
1	2	5	7	6	8	9	4	3
3	4	6	9	1	5	2	7	8
9	7	8	3	2	4	6	1	5
4	3	1	8	9	2	7	5	6
5	6	2	1	7	3	4	8	9
7	8	9	4	5	6	3	2	1

DIFFICILE

JOYEUSE SAISON
ANNIVERSAIRES EN SÉRIE

ABONNEZ-VOUS
SAISON 2024-2025

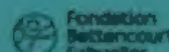
CITÉ DE LA MUSIQUE
PHILHARMONIE DE PARIS

MINISTÈRE DE LA CULTURE









Aline Foriel-Destezet



